N° 28 – Du 13 avril au 27 avril 1978

3 F

l'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Supplément à l'Humanité rouge No 877



Marée noire

«Pétroliers» coupables ! gouvernement complice !

Dans ce numéro

Marée noire - Page 1 (photo Marc Letissier)

Politique intérieure

International

La France des luttes

Informations générales

Culturel

Histoire

L'Humanité rouge
BP 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Commission paritaire No 57952
Distribution NMPP
Dépôt légal 1er trimestre 78
Directrice de publication
Suzanne Marty

Directeur politique : Jacques Jurquet. *Redacteur en chef* Henri Jour. *Redacteurs* : Michel Bataille, Henri Berthault, Annie Brunel, Pierre Delaube, Jacques Duroc, Joël Fabien, Serge Laforge, Guy Lebreton, Philippe Leclercq, Evelyne Le Guen, Catherine Lemaire, Yves Lepic, Henri Mazereau, Pierre Marceau, Jean Nestor, Lucien Nouveau. *Secrétaires de rédaction et maquettistes* : Claude Liria ,Nicole Margerie, Guy Lanrivain. *Illustration* : Jean Luc Boyer. *Administration* : Arthur Lepuy, Henri Bernard, Sophie Retz. *Imprimerie La Nouvelle . Directrice de publication* : Suzanne Marty.

APPEL DU COMITE CENTRAL DU PCMLF

- La droite reste
- La gauche... la faillite

L'issue est ailleurs

(paru dans l'Humanité rouge no 858)

Les élections législatives de mars 1978 sont maintenant terminées. Elles se traduisent par une profonde déception de tous ceux qui espéraient que la victoire des partis de gauche entraînerait les changements auxquels ils aspirent avec tant de force. Quant à nous, marxistes-léninistes, nous avions appelé à ne placer d'espoir ni dans les politiciens de droite ni dans ceux de gauche car nous savions que ces derniers ne pouvaient qu'entraîner de profondes illusions parmi les travailleurs.

Une fois de plus, ces élections ont permis le maintien au pouvoir des représentants des grands monopoles capitalistes, responsables de la politique d'exploitation, de répression, de chômage, de misère et de racisme qui frappe durement la classe ouvrière et les masses populaires. Les mêmes politiciens, Giscard, Barre, Chirac, rejetés par la majorité des travailleurs, conservent le pouvoir et prétendent parler en notre nom à tous.

Et de l'autre côté, les Marchais et Mitterrand se sont ouvertement moqués des aspirations unitaires et de la volonté de changement populaire. Par leurs querelles et leurs divisions, ils ont démontré qu'ils faisaient passer leur appétit de pouvoir avant les intérêts des travailleurs.

La volonté de changement reste entière

Comment ne pas partager l'amertume des ouvriers, des petits paysans, des employés, des femmes, des jeunes qui voient bafoués leurs aspirations à une vie meilleure, plus libre, plus juste et plus digne ?

Mais la faillite des partis de gauche ne signifie pas la disparition de la profonde volonté de changement des travailleurs. L'issue est ailleurs. Il faut tourner le dos à l'impasse dans laquelle ils ont voulu nous conduire. Il faut leur refuser toute confiance en les prenant pour ce qu'ils sont *: des partis bourgeois qui n'ont absolument pas pour but de supprimer l'exploitation capitaliste.*

Ils prétendaient détenir la clé des changements nécessaires : *« La victoire en votant ! »* proclamait Mitterrand. *« Le 12 mars, tout peut changer ! »* affirmait Marchais... Les résultats, comme il y a dix ans, en juin 1968, révèlent que les élections organisées par la bourgeoisie ne peuvent être le terrain d'une victoire décisive des travailleurs.

Après avoir fait croire que le PS n'était plus un parti bourgeois et que la solution était dans une alliance avec lui, les dirigeants du PCF n'ont pas hésité à casser l'espoir qu'ils avaient fait naître. Que pouvons-nous attendre de gens qui se moquent aussi ouvertement des aspirations de ceux qu'ils prétendent défendre ?

Comme tous les autres partis bourgeois, les dirigeants du PCF ont eux-mêmes joué des revendications des travailleurs comme d'un moyen de marchandage, dans l'espoir de se partager le pouvoir en fonction de leur score électoral.

Cette situation révèle au grand jour ce que le Parti communiste marxiste-léniniste de France affirme depuis plusieurs années. Dès la signature du Programme commun en 1972, il en dénonçait le caractère purement électoraliste et appelait les travailleurs à ne rien attendre, à ne compter que sur leurs luttes.

Une force qui grandit

Au cours de la récente campagne électorale, les candidats de *l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne*, soutenus par le PCRml et le PCMLF, ont réaffirmé clairement que la véritable issue est ailleurs. Elle est dans l'unité de lutte des ouvriers, des petits paysans, de toutes les couches du peuple pour s'organiser indépendamment des partis bourgeois et préparer les changements réels conformes à leurs intérêts.

Aujourd'hui, les forces qui travaillent en ce sens sont encore modestes. Mais elles ne sont pas isolées.

Déjà la méfiance de nombreux travailleurs à l'égard des fausses solutions des politiciens de gauche s'est exprimée diversement à travers le vote pour l'extrême-gauche au premier tour, à travers les courants écologistes, femmes qui ont clairement refusé la droite comme la fausse gauche, à travers une partie des abstentions et des bulletins blancs ou nuls.

Ce courant anticapitaliste, rejetant également les politiciens bourgeois de droite et de gauche, comprend aussi de nombreux jeunes et les travailleurs immigrés, privés du droit de vote, qui constituent 20 % de la classe ouvrière de notre pays. Ils se retrouvent au coude à coude avec leurs frères de classe français dans les luttes qui se développent dans les usines, les chantiers, les foyers.

Des millions de travailleurs aussi n'ont voté pour la gauche qu'avec la volonté de chasser la droite du pouvoir. Cette volonté reste entière aujourd'hui. C'est ce courant qui représente l'avenir. C'est lui qu'il faut unir, renforcer, organiser.

Classe contre classe

Pour cela, le PCMLF appelle les ouvriers, les petits paysans et tous les travailleurs à ne pas désespérer, à compter sur leurs propres forces, à prendre conscience qu'il existe une autre stratégie que celle proposée par les dirigeants du PCF et du PS.

Il les appelle à rejoindre ses rangs pour développer le parti prolétarien, indépendant de toutes les forces bourgeoises, nécessaire pour imposer la satisfaction des revendications politiques, économiques et sociales immédiates et préparer la révolution socialiste.

C'est dans ce sens que se développent les efforts entrepris par le PCRml et le PCMLF pour aboutir rapidement à un parti marxiste-léniniste unique.

Dans les syndicats doivent s'unir tous les travailleurs qui rejettent l'utilisation qu'ont faite Maire et Séguy de leurs responsabilités pour peser dans les marchandages du PS et du PCF. L'indépendance des syndicats à l'égard de tous les partis bourgeois est indispensable pour en faire des moyens de lutte de classe authentique, exclusivement au service des intérêts des travailleurs.

Aux fausses alliances de tous les salariés, de l'OS au PDG, à la fausse union du monde paysan, il faut opposer l'unité des ouvriers, des employés, des petits et moyens paysans.

Marchais et Mitterrand, Séguy et Maire rencontrent Giscard. En dépit de leurs déclarations démagogiques hostiles à la droite, ces rencontres traduisent leur désir de collaboration de classe avec les représentants politiques les plus officiels de la bourgeoisie.

Tout leur est bon pour décourager les travailleurs de lutter. Hier, il fallait leur faire confiance pour les élections, aujourd'hui, il faut leur faire confiance pour les négociations !

Pourtant l'ouverture sociale promise par la droite, on la connait déjà : les bas salaires, aggravation du chômage, les licenciements, les mesures et crimes racistes, l'élimination des petits paysans. Les travailleurs ne doivent compter que sur leurs luttes, que sur eux-mêmes.

Déjà les promesses démagogiques des politiciens de droite ou de gauche n'ont pu empêcher de nombreuses luttes de se poursuivre pendant la campagne électorale.

C'est au sein des luttes quotidiennes, dans les entreprises, les campagnes, les quartiers populaires que se forge cette indépendance de classe contre les solutions de la bourgeoisie de droite et de gauche, que grandit la force révolutionnaire capable d'en finir un jour avec l'exploitation capitaliste.

29 mars 1978

Désormais ce sera comme avant

Tout est rentré dans l'ordre dans la réalité politique, économique et sociale de ce pays, mais tout n'est plus exactement comme avant. Dans les têtes de millions de travailleurs dupes une nouvelle fois du simulacre de démocratie que constituent les élections dans les conditions de la dictature de la bourgeoisie.

Comme les élections en système capitaliste ne sont que le moyen de faire désigner par les exploités les représentants de la classe exploiteuse qui fouleront aux pieds leurs aspirations ont voit effectivement les choses reprendre leur place après la grande foire aux illusions : on a parlé justice, progrès, libertés, niveau de vie, tous les grands mots quoi et maintenant place aux réalités.

La rentrée parlementaire et la nomination du nouveau gouvernement ne laissent aucun doute sur ce qui va se passer : d'un côté un gouvernement qui va poursuivre la politique d'austérité sur le dos des ouvriers, des paysans et des autres couches populaires pour le profit des gros possédants, de l'autre une Assemblée nationale prétendument représentative du peuple qui va enregistrer et encourager cette politique.

Le gouvernement ? A vrai dire, les noms de ces ministres ont peu d'importance, ils ont tous le même visage. Mais il est amusant de noter que Barre succède à Barre et que l'on retrouve Peyrefitte, Simone Veil, Bonnet, Guiringaud, Bourges, Boulin, Galley, augmentés de plus ou moins jeunes politiciens de la majorité comme Jean-Pierre Soisson ou Jean-Philippe Lecat.

De toutes les façons, la politique à appliquer vient de l'Élysée. Même si Giscard d'Estaing fait tout pour ne pas se salir les mains dans les sordides affaires quotidiennes de rentabilisation des services publics, ou de maintien de l'ordre public c'est lui qui décide. Et au-delà bien sûr, les grands manitous de la finance dont les intérêts sont toujours prioritaires.

Cependant, les postes de ministres sont des sinécures lucratives après lesquelles on court dans les milieux politiciens bourgeois et de ce côté-là, on note une grande déception : ceux du genre Fabre, le fameux radical de gauche, qui étaient pressés d'aller à la soupe en sont pour leurs frais. Après avoir fait tinter les pièces de monnaie à leurs oreilles, Giscard les remet dans sa poche : *« L'ouverture se marquera par l'orientation de la politique »*, a-t-il déclaré. On le voit le changement au niveau de la clique dirigeante n'est qu'un attrape-nigaud permettant à Giscard d'Estaing d'unir le maximum de politiciens derrière sa personne.

A l'intention du « bon peuple », c'est un moyen de se présenter en Sage suprême, ouvert aux avis de chacun : c'était d'ailleurs le but de la mise en scène des réceptions à l'Elysée des leaders politiques et syndicaux.


Barre succède à Barre.

Quant au changement de politique, le changement vers plus de progrès, plus de justice, etc. il suffit de se souvenir que c'était le grand thème du nouveau président il y a quatre ans déjà : les résultats sont là chacun peut juger que la société française aujourd'hui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle d'il y a dix ans, vingt ans et au-delà. Ce qui permet de dire sans risque de se tromper en reprenant l'expression populaire « à partir de désormais ce sera comme avant ».

HJ



Ça branle dans le manche

La déception est toujours à la mesure des espoirs ou des illusions : elles étaient grandes les espérances des militants de base du PCF depuis la signature de Programme commun, les progrès électoraux de la « gauche » aux cantonales et aux municipales et l'avalanche des sondages favorables. Comme elle va être grande leur colère quand ils ouvriront complètement les yeux sur la clique qui les dirige. Et ça commence...

Marchais avait dit : *« Nous n'avons pas de stratégie de rechange à l'Union de la gauche »*, avant les élections législatives. Alors quand il explique aujourd'hui que *« le Parti communiste ne porte aucune responsabilité »* dans l'échec il est normal que la base ne marche pas les yeux fermés. Convaincus pendant cinq ans qu'il n'y avait pas d'autre voie que l'union avec le Parti socialiste et la victoire électorale, convaincus que c'était « en mars 1978 ou jamais » tous les communistes sincères qui sont la majorité, s'interrogent.

Bien sûr, les questions ne sont pas toujours les mêmes : il y a par exemple ceux qui se posent surtout la question de savoir qui, du Parti socialiste ou du PCF, est responsable de l'échec et ceux qui se posent carrément la question de la valeur de la voie électorale pacifique. A tel point que le journaliste bourgeois, Georges Mamy, inquiet de ce dernier courant, écrit dans le « Nouvel Observateur » du lundi 10 avril : *« La génération des « Staline-connait pas », née après la disparition du tyran, peut parfaitement s'abandonner sans trouble à cette tentation gauchiste que lui soufflent des voisins d'âge, prompts à dénoncer « la collaboration de classe ». L'attirance existe, c'est évident. Il n'est pas sûr qu'elle se dissipe facilement, surtout si le Bureau politique se cantonne dans la myopie de son autosatisfaction »*.

En les dénommant de façon méprisante *« la génération des Staline-connait pas »* Georges Mamy reproche finalement à ces militants de ne pas se cantonner dans le problème formel de la démocratie interne au PCF, ce qui est une façon rageuse de reconnaître que les idées des marxistes-léninistes gagnent du terrain. Et elles en gagneront encore ! Car il n'y a pas que ceux qui pensent déjà que « le pouvoir est au bout du fusil » et non dans les urnes, il y a aussi ceux qui demandent tout simplment des comptes à Marchais et ses acolytes sur leur façon de mener la barque. Quand le Bureau politique du PCF refuse le 20 mars la discussion dans ses organes centraux, ceux-là refusent de marcher à la baguette. Ils continuent à se poser des questions. Quand ce sont des intellectuels ils envoient des lettres au « Monde ». Ainsi, Althusser, Balibar et quatre autres intellectuels dans une déclaration publiée dans ce journal ont-il dit : *« La formule inacceptable employée par le Bureau politique le 20 mars est en contradiction avec l'exigence d'une ample et profonde réflexion sur ce qui s'est passe... Nous ne pouvons accepter l'affirmation autoritaire du Bureau politique avant toute analyse véritable, que la ligne suivie par le parti a été juste. Nous ne pouvons accepter la parodie d'une discussion sur la base de cette affirmation... »*

Il s'agit-là d'un point de vue exprimé par six intellectuels mais beaucoup de discussions indiquent qu'il n'est que le reflet d'un courant assez massif à la base.

Son défaut est de raisonner dans le cadre de l'Union de la gauche, de poser des problèmes finalement tactiques (fallait-il ou non dénoncer le Parti socialiste ?) au lieu de poser clairement le problème de fond de la stratégie de passage au socialisme. En ce qui concerne des intellectuels comme Althusser, qui disposent depuis longtemps de nombreux éléments de connaissance on peut se demander s'ils sont vraiment décidés à poser le problème sur la place publique et à accorder leurs actes avec leur pensée.

Quant à la masse des militants qui se posent aujourd'hui le problème de la démocratie interne au PCF, on peut être certain que beaucoup comprendront dans un avenir variable que le problème n'est pas là.

La connaissance est un processus : en se rendant compte que la direction du PCF ne veut les voir qu'en une masse servile, ils seront un jour ou l'autre amenés à se poser la question centrale : la direction du PCF est-elle un état-major révolutionnaire dévoué à la cause du prolétariat et des masses populaires ou bien une clique bourgeoise qui a révisé complètement l'essentiel des enseignements tirés de l'histoire de la lutte des classes par Marx et Lénine ? Ils rejoindront alors ceux qui, 15, 10 ans, 5 ans ou peu de temps avant eux ont fait la même démarche et se sont attelés à la grande tâche de reconstruire un grand Parti marxiste-léniniste héritier de la tradition révolutionnaire du PCF.

HJ.



Abonnez vous

a la presse marxiste-léniniste

 Tarifs d'abonnements de la Faucille, voir page 18.

Le pétrole s'écoule du ventre du monstre

La colère monte

De notre envoyé spécial Philippe LECLERC



Brest, le 1er avril 1978
Par surprise, les CRS tirent des grenades, dans la manifestation du haut des remparts (photo Marc Letissier).

Un monstre de 230 000 tonnes se brise sur les rochers de Portsall. Le cancer noir se répand. Le peuple breton descend dans les rues, à Brest, Morlaix, Quimper, Lannion, Saint-Brieuc, Rennes.

Quand nous sommes arrivés à Brest, le gouvernement venait de crier victoire : l'armée avait réussi à faire exploser ce qui restait de l'Amoco Cadiz. Pour une victoire, c'était une belle victoire : quelques milliers de tonnes de pétrole de plus se déversaient en mer.

Le lendemain, des milliers de Bretons descendaient à nouveau dans la rue : «Les pollueurs doivent payer ».



Une des manifestations de Brest.

Manifestations sans précédent

Pendant deux semaines, Brest a vécu au rythme des manifestations de rues : une tous les deux ou trois jours, des milliers de personnes. On n'avait pas vu cela depuis des années.

Autre fait nouveau : les affrontements de rue avec la police, les manifestations syndicales débordées par des milliers de personnes, puis les jets de pierres (et même les coktails molotov) répondant aux grenades lacrymogènes ou offensives des CRS et gardes-mobiles.

Le ron-ron de la gauche

C'est que devant l'ampleur de la catastrophe, la révolte populaire ne pouvait se contenter des dénonciations ronronnantes et mille fois répétées des leaders des partis de gauche ou des syndicats.

Le Parti socialiste et le PCF ont réagi un peu au début : nous étions en période électorale. Trois semaines après, le désastre avançait, mais leurs slogans, leurs discours, leurs manifestations de la poste à la poste en passant par la préfecture maritime se répétaient... Il y a un mois encore, ils auraient pu parler du Programme commun. Aujourd'hui, ils n'ont plus rien à proposer.

« C'est fini pour des années »

« La pêche, l'élevage des crustacés et des coquillages, la récolte du goémon, c'est fini pour des années », le verdict des scientifiques de l'Université de Bretagne occidentale est net.

Bien sûr, tout n'est pas mort à proprement parler. Mais il faudra des années pour en revenir à la situation écologique d'avant la catastrophe. Et pour certaines espèces naturelles, ce retour à la normale n'est plus possible.

Le pétrole très volatile s'est évaporé (90 000 tonnes), mélangé à l'eau de mer (100 000 tonnes), déversé sur les plages (30 à 35 000 tonnes) et enfoncé dans le sable. Et le pétrole, c'est la mort sur le coup, ou à long terme. On ne peut en connaitre encore toutes les conséquences.

La solidarité et la lutte de demain

Quant aux plans Polmar ou Bellemarre ou autres, ce ne sont que des canulards énormes. Il y a eu plus de tapage que de pétrole ramassé : 5 000 tonnes sur les 230 000...

Alors la véritable solidarité, la seule qui peut exister, c'est celle des marins-pêcheurs, des paysans, des ouvriers des industries du littoral, des jeunes des facultés et des lycées. C'est aussi le soutien de tous les travailleurs de France à la lutte de ceux qui ont tout perdu ou risquent de tout perdre dans cette catastrophe.

Car la lutte continue. Moins spectaculaire peut-être que dans les premiers temps, mais plus en profondeur : la lutte pour les indemnisations, de vraies indemnisations, couvrant aussi les pertes futures, la lutte pour faire payer les responsables (sociétés capitalistes et État capitaliste), la lutte pour que soient enfin respectées les conventions maritimes dans la construction et la circulation des navires.

TROIS JOURS A BREST ET PORTSALL avec notre envoyé spécial

Lundi 3 avril

Le pétrole est partout

Ce premier contact avec la côte polluée a été très frappant. Nous sommes pourtant, deux semaines après la catastrophe de l'Amoco Cadiz, le gros du pétrole qui flottait à la surface de l'eau a pourtant été enlevé...

C'est à Porspoder sur la départementale 27 que nous rencontrons les premiers soldats. Imaginez une petite plage de sable envahie par les camions, les bulldozers, les voitures de l'armée. Une énorme fosse creusée dans le sable, dans les dunes qui bordent la plage, est remplie à raz bord d'un mélange infect de pétrole, de sable et de déchets.

Une grue remue ce mélange puant et le charge dans des camions qui le transportent on ne sait où. Un peu plus loin, un bulldozer détruit un petit mur qui gênait le travail, semble-t-il. Tout le long du chemin qui mène à la plage les habitants ont mis des écriteaux : *« Pitié pour nos dunes, ne roulez pas dessus »* Même là où le pétrole a été enlevé, le sable est couleur marron-chocolat, les dunes sont marquées par les pneus des engins militaires.

Nous poursuivons notre chemin au bord de la côte et soudain, nous apparait l'image de la proue de l'Amoco Cadiz sortant des flots, à quelques mètres, au milieu des rochers. Il semble à portée de la main. On dirait presque un rocher parmi les autres !

A nos pieds, les rochers sont noirs, le sable est de cette même couleur marron-chocolat que nous verrons partout. Dans de petites criques, il y a encore du pétrole à la surface de cette mer qu'on nous dit nettoyée.

Pour rentrer dans Portsall, il faut un laisser-passer ou faire le tour du village en cherchant un petit chemin non gardé par la police et l'armée... Les rues de Portsall sont recouvertes d'une couche noirâtre d'algues et de déchets tombés des camions. Ici ou là, à un coin de rue, une fosse énorme regorge de mazout, puant...

Vers 18 heures, les soldats se regroupent sur les quais du petit port et se font nettoyer (si l'on peut dire) les cirés au jet d'eau, chacun leur tour. Ils replient les cirés et remontent dans les camions, la mine triste. Dans les cafés du port, les marins-pêcheurs attendent de pouvoir reprendre la mer.

L'impression qui se dégage de tout cela, c'est que *« vraiment on n'en sortira jamais »*. Le pétrole est partout : sur les plages, sur les routes, sur les habits des volontaires ou des soldats, au coin des rues dans les citernes et surtout dans les fosses, ces immenses fosses puantes...

C'est à Tréompan que le spectacle sera le plus écœurant : une fosse, là encore à même le sable, à deux mètres de la route, à quelques mètres de la mer, une fosse énorme et puante. On comprend pourquoi les Bretons appellent le pétrole de l'Amoco Cadiz « la merde ». Cent mètres de long sur trente mètres de large, un trou rempli de pétrole, d'algues, de cailloux,, de sacs de plastic. Les camions, deux par deux, viennent y déposer leur chargement, deux grues plongent dans cette « merde » et chargent d'autres camions qui vont vers Brest... où on ne sait plus quoi faire des déchets !

Le premier contact avec la côte, 15 jours après la catastrophe, les plages couleur marron-chocolat, les algues mortes. Ici, les soldats au nettoyage (Photo HR).



Lundi soir 3 avril

Discussion avec un paysan-travailleur

« La question c'est : solidarité avec qui ? », dit tout de suite ce camarade paysan, membre de « Paysans-Travailleurs ».

Il n'a pas participé, en tant que tel, au travail de pompage du pétrole sur les plages, car il n'est pas d'accord. Etre solidaire, des marins-pêcheurs, des goémoniers, des ouvriers des industries qui dépendent de la pêche ou de la récolte des goémons et des crustacés ? Oui. Etre solidaire de la compagnie Shell, du gouvernement et du plan Polmar ? Non. Il n'a pas répondu à l'appel au nom de la « solidarité nationale ».

Toutefois, il est allé une fois avec ceux qui pompaient, mais sans amener son matériel (pompe, etc.). *« on ne nous paie que le matériel et pas le travail, dit-il. De plus, 350 F par jour, ce n'est pas grand chose, si l'on compte l'usure du matériel : les pneus des tracteurs, les tonnes à lisier (pompes) et les citernes rongées par le mélange mazout-eau de mer.*

« Quand on travaille, ils ne nous donnent même pas un peu d'eau chaude pour du café », même pas un chiffon pour s'essuyer les mains. Les tonnes à lisier ne sont pas étudiées pour pomper l'eau de mer mélangée au pétrole. Elles sont faites de plus pour ne tourner que 3 à 5 minutes, pas pendant une heure ou une heure et demie.

» Mais la FDSEA a organisé le pompage, pour chaque paysan à tour de rôle, sans exiger aucune condition, sans principe. Les gros paysans peuvent se sentir solidaires des capitalistes de la Shell et compagnie, les autres pas.

» Maintenant qu'il commence à faire beau, les gars voudraient aller travailler aux champs. D'autant plus qu'ils voient bien que le pompage ne sert pas à grand chose : on ne peut enlever qu'une toute petite partie. Mais la FDSEA est prête à aller jusqu'à réquisitionner les paysans contre leur volonté ».

- Parce qu'ils ont vraiment besoin des paysans pour nettoyer ?

« Même si ce que les paysans ont fait ce n'est pas encore grand chose, ils sont les seuls à avoir été un peu efficaces, au début, avec les pompes.

» Il fallait en profiter pour poser nos conditions : par exemple, ces temps-ci, douze paysans sont inculpés pour une action anti-cumul. Il fallait exiger d'abord la levée des inculpations et aller pomper ensuite. Puisque la justice bourgeoise est capable de condamner des petits paysans, mais pas la Shell capitaliste. Il faut aussi poser les conditions de travail et d'indemnisation. »

– Pourtant, des paysans sont allés nettoyer ?

« Ils disaient : Si nous on ne le fait pas, personne ne le fera ; surtout pas ce gouvernement d'incapables ! Et aussi les paysans ont été touchés par la pollution directement : les vents amenaient des embruns mazoutés sur les cultures légumières, des choux-fleurs ont été foutus en l'air, des pâtures souillées et des vaches intoxiquées, surtout lors de la tempête qui soufflait au début.



Des agriculteurs en train de pomper « la merde ». Ils ont une indemnité de 350 F par jour qui couvre à peine les frais de matériel. Le travail n'est pas payé (Photo Marc Letissier).

» Alors les gars se sont dit : il faut y aller nous-mêmes, sinon... Mais ce n'était pas par « solidarité nationale ». Et quand les gros parlaient de « solidarité nationale », j'ai vu des paysans se mettre en colère. ! ».

– Quelles peuvent être les conséquences à long terme pour vous ?

« Outre le matériel qui est abîmé, il y a par exemple le fait que dans les aliments pour bétail que l'on achete, il y a un certain pourcentage d'algues. Les capitalistes font prétexter le fait qu'il y a moins d'algues, pour augmenter les prix.

» Des paysans ramassaient aussi du goémon pour fumer leur champ. Or, maintenant qu'il est recouvert de mazout, ils ne le peuvent plus. On peut parler aussi des routes défoncées par les camions militaires. Elles n'étaient pas prévues pour cela. On peut même se demander si les canalisations d'eau ne sont pas touchées... Ce sont des conséquences indirectes qui vont apparaître peu à peu. »

Mardi 4 avril

«Reprendre la mer»

Ce marin-pêcheur que nous rencontrons après une réunion du comité anti-marée noire de Brest est calme et déterminé. Cela fait deux semaines qu'il ne travaille pas : les marins-pêcheurs ont déposé leur rôle. Pour ces deux semaines, ils ont eu un acompte : 1 244 F. Le matériel détruit sera remboursé à 70 %.

« On ne sait pas quand on pourra sortir en mer, on ne sait pas non plus ce que l'on réussira à pêcher quand on sortira dit-il. Les gros peuvent encore risquer de prendre bientôt la mer. Mais les petits ne sortiront que dans la mesure où le risque n'est pas très grand.

» Quand on est à terre sans travailler, on a les indemnisations. Si l'on sort et



(Suite de la page 9)

que l'on ne ramène rien, ou presque rien, que se passera-t-il ? Non seulement on a envie de sortir, mais encore certains ont du matériel qui est resté en mer et qu'ils doivent récupérer. »

— Et les indemnisations pour demain ?

« Ça, c'est encore un autre problème. Il faut négocier les indemnisations sur les pertes futures. On sait ce que l'on a perdu. On ne sait pas exactement ce que l'on perdra demain. Les scientifiques disent que la majorité du pétrole, 100 000 tonnes, s'est mélangée à l'eau. Ça veut dire qu'à plusieurs dizaines de mètres de profondeur, tout crève : les poissons et crustacés adultes, comme aussi les larves, les germes et les petits.



Les pêcheurs manifestent à Morlaix (Photo HR)

« Les indemnisations pour l'avenir sont en discussion. Il faudra de toute façon lutter longtemps. Nous avons posé clairement nos conditions. C'est aux pouvoirs publics de répondre.

» En plus des indemnisations, il faut régler l'affaire des supertankers et des rails de circulation des pétroliers, fixer la limite à laquelle ils peuvent s'approcher des côtes. Il faut parler aussi des pavillons de complaisance.

» On cite le cas du Panama et du Libéria, mais il y a la France aussi. Des bateaux marocains sont dirigés par des officiers français et transportent du fret français. Pour moi, ce sont aussi des pavillons de complaisance ! ».

Mercredi 5 avril

La clinique des oiseaux

Mercredi, retour à Portsall. Sur le petit port, la clinique des oiseaux. Ces oiseaux dont on a tant parlé, qui sont devenus le symbole même de la marée noire.

Ceux qui s'en occupent sont un peu irrités de cette publicité : *« On pleure sur les oiseaux, mais il y a toute la flore, toute la faune, tout l'équilibre naturel qui est détruit. Il y a aussi toute la vie de la région. C'est cela que tu dois dire dans ton journal ! ».*

Ce cri d'alarme qu'ils lancent, c'est leur lutte constante contre la mort qui l'a arraché de leur poitrine : *« Un soir, dans un moment de colère, on a dit : aujourd'hui on tue les oiseaux, demain on tuera nos enfants ! »*

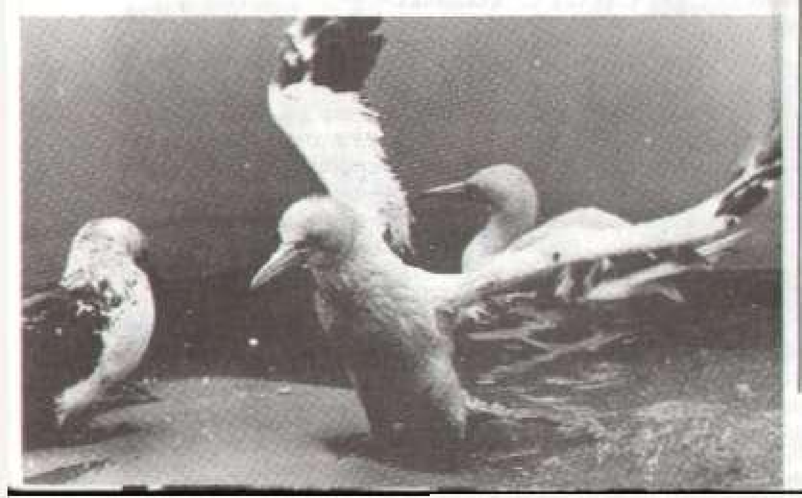
Membre de la Société d'études et de protection de la nature en Bretagne, (SEPNB), l'un d'eux soigne un pingouin aux antibiotiques. *« Quand on les lave, on enlève automatiquement un film protecteur de graisse qui les protège du froid. Ils attrapent froid, tombent malades. Ils meurent d'intoxication alimentaire quand ils essaient d'enlever le pétrole avec leur bec, mais surtout, de maladies pulmonaires. Sous l'effet du pétrole aussi, un mucus qu'ils ont, se détruit et les alvéoles pulmonaires se collent, fermées ».*

Il prend ensuite un goélan, qui a une aile brisée. Il est passé sous une voiture, il ne savait plus voler car il était englué. Il faut lui mettre une atèle avec les moyens du bord. *« Ne crois surtout pas qu'il pourra après cela reprendre une vie normale ! Ce serait trop beau. Il pourra vivre, se traîner par terre, mais il ne volera plus. Ce ne sera plus un oiseau. Et encore, c'est un des rares que l'on réussi à sauver ».*

Le goëlan relâché se traîne dans la petite pièce, s'approche des deux fous de bassan que l'on espère garder en vie.

« Pour en revenir à ce que l'on disait tout à l'heure après le Torrey-Canyon il nous a fallu 10 ans pour refaire une colonie de 400 à 700 macareux, sur les Sept Iles. Aujourd'hui, on en compte 287 morts officiellement. Et ce n'est qu'un cas. C'est tout l'équilibre qui est détruit quand une espèce disparaît. Or, c'est ce qui se passe : certaines espèces faibles ne seront plus assez nombreuses pour vivre. Les touristes vont peut-être se baigner, mais ça sera dans un cimetière ».

Des fous de Bassan à la clinique des oiseaux de Brest. Très peu sont sauvés (Photo Marc Letissier).



Kampuchéa démocratique : l'édification d'une société nouvelle

L'exemple de l'agriculture

Depuis sa victoire définitive sur l'impérialisme américain dont on célèbre le 17 avril le troisième anniversaire, le peuple du Kampuchea a mis fin à la domination étrangère et bâtit une société nouvelle, sans exploiteurs ni exploités.

Le cas de l'agriculture, qui a été définie comme le facteur fondamental de l'économie, illustre bien le vaste mouvement de masse déclenché par un peuple enfin maître de sa destinée et soucieux de préserver son indépendance et sa souveraineté nationale.

Un mouvement de masse d'une ampleur sans précédent

La priorité dans le domaine agricole est accordée à la maîtrise de l'eau, facteur clé pour obtenir une production maximum de riz, culture vivrière de base du pays, et nourrir la population en tout indépendance.

Dans l'ancienne société, le pays était soumis aux caprices de l'eau et avait sans cesse à redouter la sécheresse ou l'inondation. Suivant la consigne *« avec l'eau on a du riz, avec du riz on a tout »*, les paysans ont construit des barrages, ménagé des réservoirs et creusé des canaux dans ce qu'ils appellent des *« grandes offensives »* qui mobilisent plusieurs milliers de personnes.

Cela a permis d'obtenir d'ores et déjà un rendement moyen de 3 à 4 tonnes de riz à l'hectare par an.

Une authentique démocratie

Dans un régime où la terre est désormais la propriété collective de tous et non plus celle de quelques seigneurs féodaux, tous les travaux d'aménagement hydraulique et les travaux des champs sont faits en commun par les paysans, organisés en coopératives, auxquels se joignent sur les chantiers les cadres, les combattants de l'armée et les brigades de jeunes.

Les fruits du travail sont ensuite répartis de manière égale à tous.

Unités de base de production, les coopératives paysannes sont également les unités de base du pouvoir populaire, où tout est discuté et décidé en commun. Les paysans y établissent eux-mêmes le plan de travail pour chaque saison et organisent les activités suivant les orientations déterminées pour tout le pays. Chaque jour ont lieu des discussions politiques où l'on tire les bilans des expériences et où l'on discute des différents problèmes.

Par ailleurs, les paysans, qui représentent 85 % de la population, ont élu leurs représentants à l'Assemblée des représentants du peuple, le 20 mars 1976. Ceux-ci continuent de travailler dans les coopératives et les chantiers et partagent ainsi la vie des paysans et connaissent leurs opinions et leurs aspirations.

Compter sur ses propres forces

Pour le peuple du Kampuchea, le facteur déterminant dans l'édification nationale c'est sa propre force qui lui permet seule de sauvegarder son indépendance et sa souveraineté nationale si chèrement acquises.

Cela ne veut pas dire que le Parti communiste et le peuple du Kampuchea se replient sur eux-mêmes et refusent tout progrès. Simplement ce progrès, ils l'acquièrent progressivement.

Recourir à « l'aide » des puissances industrialisées serait perdre son indépendance. Sa propre histoire et l'exemple d'autres pays du tiers monde le montrent. C'est ainsi que les coopératives ont mis au point des engrais et des insecticides à partir de plantes et d'ingrédients nationaux et fabriquent par exemple des motopompes qui peuvent fonctionner au charbon de bois, à l'huile de poisson ou à combustion de balles de paddy.

Compter sur ses propres forces, c'est également pour le Parti communiste et le peuple du Kampuchea, un principe d'internationalisme prolétarien. *« Nous pensons que les peuples qui sont en train de verser leur sang dans la lutte de libération nationale ont davantage besoin de soutien et d'aide supplémentaires pour faire triompher rapidement leur juste cause »*, affirme le vice-Premier ministre Yeng Sarry.

Pierre DELAUBE

Un meeting-anniversaire de la libération de Phnom Penh aura lieu à Paris dans la salle B de la Mutualité, le jeudi 20 avril à 20 h 30.
A l'appel de l'HR, du PCRml, avec le soutien de la Fédération des unions populaires de Turquie en Europe et avec la participation du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France. Venez-y nombreux.

L'APN a édité une brochure « Kampuchea démocratique, l'aube d'une vie nouvelle ». Passez vos commandes à APN-Editions BP 279 75886 Paris Cedex 18

La priorité dans le domaine agricole a été donnée au problème de l'eau. A l'heure actuelle, on récolte de 30 à 40 quintaux de riz à l'hectare par an.



ORGANISATION DE LIBERATION DE LA PALESTINE

«Il ne faut pas diriger les fusils à l'intérieur du camp arabe mais l'organiser contre les sionistes»

Interview de Mustapha Hicham

Propos recueillis par Évelyne Le Guen auprès d'un membre du bureau de l'OLP à Paris.

– Q : Quelles sont les raisons de l'agression israélienne ? Au départ, les sionistes parlaient d'une opération de représailles contre l'opération des fedayins à Tel-Aviv, le 11 mars, qu'en est-il ?

R : Israël, de par sa nature, est toujours animé par un esprit raciste et militariste. Le mot d'ordre qui est écrit sur la Knesseth est de réaliser un grand Israël allant du Nil à l'Euphrate. Beaucoup de monde doute de cet expansionnisme et prend ça à la légère, mais on voit avec le temps qu'Israël réalise son idée par des agressions successives, appuyé par les forces impérialistes, en particulier l'impérialisme américain. Rappelons que cela fait cinquante ans maintenant que les premières colonies de peuplement ont été installées en Palestine. Maintenant, on voit qu'Israël tend ses tentacules sur le territoire libanais. Plus précisément sur le Liban, il est dans le plan israélien d'occuper le Sud-Liban pour avoir accès aux sources des rivières Litani et Hasbani, et depuis longtemps déjà, les sionistes ont empêché les travaux pour la construction de barrages à l'intérieur du territoire libanais. On a vu la même chose sur la Cisjordanie et Gaza ainsi que sur le Golan : ils prennent les terres, les exploitent et placent des émigrants dans ces territoires.

C'est cet expansionnisme qui est à l'origine de l'agression au Sud-Liban et ce n'est pas du tout motivé par l'opération de Tel-Aviv du 11 mars. En effet, des opérations à l'intérieur du territoire, nous en faisons depuis le début et particulièrement depuis 1965, date du déclenchement de la Révolution palestinienne. Israël parle de paix pour tromper l'opinion publique internationale, mais leur façon de voir la paix, c'est d'occuper toujours plus de terres arabes et d'avoir encore plus de matériel de guerre. Les USA leur fournissent tous les moyens nécessaires, les armes les plus sophistiquées.

– Q : Peut-on avoir des précisions sur l'opération de Tel-Aviv ?

R : Notre lutte est juste car nos droits fondamentaux ont été bafoués, notre terre usurpée. Il est reconnu par tous les pays arabes, et dans les chartes de l'ONU, que le mouvement de libération nationale peut avoir recours à toutes les formes de lutte y compris la lutte armée.

Sur cette opération de Tel-Aviv, beaucoup de mensonges ont été dits et surtout les sionistes ont tenté de faire croire que notre action fut essentiellement dirigée contre les enfants. Or, ce que les fedayins ont attaqué, ce sont trois barrages de police, à ce que je sache, les barrages de police ne sont pas composés d'enfants. Les civils qui ont été tués dans l'autobus l'ont été par la faute d'Israël.

Les sionistes l'ont avoué de leur propre bouche en créant une commission d'enquête pour savoir qui a donné l'ordre de tirer sur l'autobus. Nous, on va continuer notre lutte qui est légitime, ce sont les sionistes qui sont responsables des souffrances dans la région. Pour nous, c'est important de frapper à l'intérieur, de briser la ceinture de sécurité et de montrer notre efficacité. On continuera même si nos conditions de lutte à l'intérieur sont difficiles.

– Q : Sur le plan militaire, quel est le rapport de force sur le terrain au Sud-Liban ?

R : Les Israéliens ont prétendu au départ répondre à l'opération, ensuite ils ont parlé d'une opération de nettoyage et enfin ils ont parlé d'une rectification des frontières. Dès le départ, avec les forces patriotiques libanaises, nous nous sommes opposés à l'agression dont le but était l'extermination de la population. C'est pour réaliser ce but que les Israéliens ont utilisé les avions F15, ont fait des bombardements massifs par l'artillerie lourde, etc. Des dizaines de villages libanais ont été rayés de la carte. Ils ont provoqué l'exode de 250 000 personnes. Le deuxième but de l'agression était de frapper nos forces militaires et de déclencher dans le même temps une campagne politique contre l'OLP pour mater son expression politique.

Nos combattants, malgré leurs faibles moyens, ont infligé de lourdes pertes à l'ennemi : plus de 150 tanks et matériel militaire et 600 soldats ont été tués ou blessés. Sur le front-est, ils n'ont pas pu entrer profondément. Quant à nos pertes militaires, elles ont été très faibles, pas même le tiers de ce que les sionistes espéraient, mais ce sont surtout les civils qui ont souffert, des massacres collectifs étaient organisés.

La leçon que nous pouvons tirer de ces derniers événements, c'est encore une fois le véritable visage d'Israël. Il ne faut pas diriger les fusils à l'intérieur du camp arabe mais au contraire organiser le camp arabe contre l'ennemi sioniste.

– Q : Quelle est la position de l'OLP sur la présence des Casques bleus de l'ONU ?

R : Le Conseil de sécurité a pris à ce sujet une position très claire en trois points :

– 1) Évacuation immédiate par les forces israéliennes du Sud-Liban.

– 2) Les forces de la FINUL* des Nations Unies qui s'installent là-bas doivent veiller au départ de ces forces.

– 3) Les pays membres de l'ONU doivent participer aux forces de l'ONU.

Israël a essayé de détourner cette décision en disant qu'il lui fallait une ceinture de sécurité. La Résistance palestinienne et les forces progressistes libanaises ont pris la position suivante : oui à l'évacuation des forces israéliennes, non à la ceinture de sécurité. Il faut être clair sur ce point, car Israël et les mass-média mélangent tout. Le rôle de la FINUL, c'est de chasser les Israéliens, un point c'est tout. La ceinture de sécurité n'est pas mentionnée par la décision de l'ONU et nous la refusons. Elle constitue un danger pas seulement pour nous car on ne sait pas jusqu'où peut s'étendre Israël.

C'est au nom de cette sécurité, qu'Israël expulse un peuple de sa terre, tue, massacre, pille les richesses des pays voisins en occupant des terres entre le Sinaï, le Golan, etc. Il est un autre point à souligner : les forces de l'ONU, une fois leur tâche terminée, devront quitter le sol libanais.

– Q : Quelle politique va poursuivre maintenant l'OLP ?

R : Notre politique sera toujours la même. Nous continuerons notre lutte à l'intérieur de la Palestine occupée, nous soutiendrons les actions des masses palestiniennes dans les territoires occupés. On ne l'a pas dit, mais pendant la bataille au Sud-Liban, il y a eu d'énormes manifestations, notamment à Naplouse, où il y a eu quatre morts, à Jérusalem, à Gaza où il y a eu des blessés, etc.

Ce qu'il faut dire, c'est que nous allons intensifier notre lutte. Face aux sionistes, il faut toujours avoir les armes à la main, c'est le seul garant pour retrouver notre terre et nos droits. Ce n'est ni par les négociations ou les communiqués de presse que les Israéliens vont céder. Les impérialistes et leurs agents reculent mais ne cèdent jamais de bon gré. Ce n'est que par le rapport de force que nous y arriverons. Nous croyons qu'un jour le drapeau palestinien flottera sur Jérusalem, que nous construirons une société basée sur la justice et non la discrimination, sur l'égalité et la justice sociale, c'est notre espoir et je crois que c'est l'espoir de tout homme épris de liberté et de justice.

* FINUL : Forces d'intervention des Nations Unies au Sud-Liban.



• Italie
«Des brigades d'un drôle de rouge»

A qui profite l'enlèvement d'Aldo Moro en Italie ? La CIA, le KGB en sont-ils les auteurs ? Ces questions sont importantes pour comprendre la situation politique en Italie.

Mardi 16 mars, 9 heures du matin, Aldo Moro se rend à ce qui va être le couronnement de ses efforts politiques de ces dernières années : l'investissement d'un nouveau gouvernement Andreotti soutenu par les deux principaux partis d'Italie : la Démocratie chrétienne et la Parti communiste italien.

Il ne s'agit plus, comme ces derniers mois, d'un simple soutien tacite du PCI au gouvernement mais, cette fois, celui-ci va bel et bien entrer dans la majorité au même titre que tous les autres partis de la bourgeoisie. C'est à ce projet que s'est consacré Aldo Moro. Après avoir été l'un des artisans du « compromis historique », c'est lui qui vient de faire admette à la Démocratie chrétienne, réticente, l'intérêt d'avoir le PCI à ses côtés.

Soudain, sa voiture est bloquée. Personne n'a le temps de réagir. Son chauffeur et ses quatre gardes du corps sont abattus et plus une trace d'Aldo Moro.

« Travail de professionnel », entend-on dire immédiatement. Effectivement, cette opération dénote une préparation et une exécution qui font beaucoup plus penser à un coup de main d'agents spéciaux qu'à une action de quelconques militants, si déterminés soient-ils. Ceci d'ailleurs rendu d'autant plus possible par le fait que les services de renseignements italiens, en pleine « réorganisation » sont actuellement totalement inopérants.

Il parait donc difficile d'envisager les Brigades rouges comme un groupe de jeunes révoltés anarchisants et spontanéistes. Il faut dire que l'histoire des Brigades rouges est assez bizarre. Par exemple, celui qui est présenté comme le chef des Brigades rouges et qui est actuellement jugé à Turin, Renato Curcio, ne connait probablement pas les « Bargatisti » d'aujourd'hui.

A la suite d'infiltrations policières, le mouvement avait été complètement démantelé en 1974. Curcio lui-même, qui s'était évadé de prison, fut repris en janvier 1976. Entre-temps, aucune nouvelle des Brigades rouges. Or, en juin 1976, alors que l'on savait le mouvement décapité, voilà qu'il réapparait brusquement. Ses méthodes, cependant sont nouvelles, beaucoup plus « professionnelles », beaucoup plus « radicales ». On remarque que cette date coïncide avec le démantèlement des services de renseignement italiens. Il n'est donc pas exclu qu'un service étranger ait repris le sigle « Brigades-rouges » à son compte afin d'agir directement sur la vie politique italienne en utilisant le large courant de révolte qui existe actuellement dans la jeunesse italienne.

A cette question, il est moins facile de répondre qu'à la question inverse : à qui ne profite-t-il pas ? Là, c'est clair. La première victime de cet attentat c'est le peuple et le mouvement révolutionnaire italien. Le choc causé par l'enlèvement de Moro n'a fait que renforcer l'unité nationale autour de l'État bourgeois, les nouvelles mesures de répression, l'arrestation en masse de véritables militants révolutionnaires, le quadrillage policier systématique, *tout cela ne montre que trop que la classe ouvrière n'a jamais rien de bon à gagner dans de telles opérations.* Les syndicats italiens, CGIL (pro-PCI) comprise, vont même jusqu'à déclarer ouvertement que la



lutte contre le terrorisme relègue au second plan les luttes pour le salaire et l'emploi. Et ce, dans un pays qui compte près de deux millions de chômeurs !

Alors à qui ? Deux noms viennent bien sûr à l'esprit : la CIA et le KGB. La CIA qui aurait voulu tenter une opération désespérée pour empêcher l'arrivée du PCI au gouvernement, quitte à enclencher un processus devant se terminer par un coup d'État de droite.

C'est une hypothèse possible mais un calcul risqué : jamais le PCI n'est autant apparu comme le parti de l'ordre et de la stabilité, jamais il n'a eu autant d'importance politique que depuis l'enlèvement de Moro.

De nombreux journaux italiens ont cité les services tchèques, donc le KGB par personnes interposées. Quels auraient alors été ses objectifs ? Pousser le PCI au pouvoir et ce, malgré des divergences très réelles ? Ce n'est pas très probable. Par contre, il est évident que Moscou ne peut que trouver son compte dans une « déstabilisation » de l'État italien. Cette perspective d'une série d'attentats destinés simplement à entretenir une période de troubles intenses ne parait pas devoir être écartée du tout.

Quoi qu'il en soit, et bien que l'on ne puisse pas dire aujourd'hui encore avec assurance à qui profite véritablement cette action, on ne peut que soutenir cet ouvrier italien qui, refusant de faire la grève de protestation contre l'enlèvement et pour « l'Arc constitutionnel » à l'appel du PCI, déclarait : *« Ce n'est pas parce que je condamne l'enlèvement d'Aldo Moro que je vais soutenir un gouvernement qui nous exploite depuis trente ans ».*

JF

Scène de la vie quotidienne à Rome.



Mineurs américains
Une lutte qui fera date

Pendant trois mois, les 160 000 mineurs américains du charbon sont restés étroitement unis dans la plus longue grève de leur histoire. Ils ont vu se liguer contre eux les capitalistes du charbon, le gouvernement et Carter, et pour finir, les chefs syndicaux traitres à leur lutte. Ils ont vu tomber deux des leurs, assassinés par les milices patronales. Mais ils ont tenu bon et, pour l'essentiel, cette grève magnifique est pour eux une victoire.

C'est au moment où les stocks de charbon commençaient à se raréfier, où la grève devenait vraiment gênante pour les profits des patrons des mines, et pour toute l'économie américaine, que les bureaucrates de la direction du syndicat des mineurs, l'UMW, proposaient, le 12 février, un nouveau compromis avec les patrons, profondément défavorable aux mineurs. La base le rejetait massivement.

La trahison intersyndicale

Le 6 mars, Miller, président du syndicat, revenait à la charge avec un nouveau projet, accepté cette fois par le conseil de négocations. A nouveau, les ouvriers disaient non à un projet de contrat qui faisait l'impasse sur leurs revendications les plus essentielles.

Pourtant, Miller avait engagé un budget de 40 000 dollars (20 millions de francs lourds) pour tenter de vendre cette entente aux mineurs par une grossière propagande tous azimuts, y compris télévisée.

Une répression féroce

Alors, faute de pouvoir les amadouer, on a recours à l'intimidation envers les mineurs. Carter fait intervenir la loi Taft-Hartley. Elle permet au gouvernement de nationaliser les mines pour 80 jours en réquisitionnant les mineurs à la pointe du fusil. Miller avait ouvertement sollicité l'intervention du gouvernement en affirmant qu'il ne pouvait plus « contrôler » les mineurs.

Des centaines de mineurs sont arrêtés. 81 000 retraités se voient couper leurs pensions. La solidarité de la classe ouvrière se manifeste avec toute sa puissance : 4,5 millions de dollars sont reçus en appui à la grève, plus une aide très importante en vêtements, aliments, médicaments.



Kentucky : des fermiers distribuent de la farine aux mineurs.

Un projet voté à une étroite majorité

Le 24 mars, un troisième projet est soumis aux grévistes qui l'acceptent à une étroite majorité : 55 % contre 45 %.

Il est loin de satisfaire les revendications profondes des mineurs : *Sur le droit de grève :* il reconnait aux patrons le droit de licencier les travailleurs qui participent à une « grève illégale ».

L'accord ne contient *rien sur la parité des retraites,* l'une des principales revendications des mineurs. La grande majorité des retraités perçoit 275 dollars par mois, alors que ceux qui sont mis à la retraite plus récemment en touchent 500.

Désormais, en cas d'hospitalisation, les mineurs devront payer 200 dollars (au lieu de 700 précédemment).

Mais la grève a coûté des millions de dollars de profits perdus pour les patrons. Elle a fait échouer les tentatives du gouvernement de briser la solidarité des ouvriers. Elle a démasqué comme traitres les bureaucrates dirigés par Miller et obligé les patrons à reculer par rapport à leurs exigences initiales.

Les derniers jours de la grève, Miller qui menaçait de *« jeter du syndicat »* les mineurs « insubordonnés » ne pouvait s'approcher de la base sans ses gardes du corps armés.

La force des ouvriers s'est faite sentir face aux menaces de Carter. Le juge fédéral qui leur avait ordonné la reprise du travail a dû finalement reculer. Car, comme le disent les mineurs, *« C'est la classe ouvrière qui sort le charbon des mines, pas les patrons ni le gouvernement ».*

Annie BRUNEL

• Afrique du Sud

L'apartheid au grand jour

Dix-huit jeunes Noirs ont été arrêtés récemment, accusés d'attaques au cocktail molotov à Soweto. La police raciste, rencontrant de grands problèmes pour pouvoir réprimer, utilisa alors la délation : 500 rands, soit 2 800 F, étaient offerts pour toute information sur ces attaques.

Un nouvel Opéra vient d'être construit à Pretoria, il sera bien entendu réservé aux Blancs comme il est de coutume dans ce pays. Le gouvernement raciste a tenté de se justifier aux yeux de l'opinion internationale qui condamne cette politique. La raison est que les Noirs *« ne croient pas aux mêmes distractions que les Blancs et préfèrent les danses guerrières »*.

A la question de savoir si cette mesure n'allait pas à l'encontre de la politique déclarée du gouvernement qui a prétendu être contre les discriminations, l'administrateur a répondu : *« Je ne connais pas cette politique. Il n'y a pas de discrimination »*.

La politique du gouvernement, officiellement, est la libéralisation. Par exemple, les Noirs auront le droit d'aller dans les mêmes églises que les Blancs mais, bien sûr, les églises et les autorités religieuses auront tout pouvoir pour interdire leurs portes aux Noirs. C'est ça sans doute la fin des discriminations.



• Portugal

Flambée des prix

Les prix des services publics ont augmenté d'une manière généralisée et importante depuis le 1er avril. Augmentation des transports, de l'électricité, du gaz, de l'eau. Cela n'était pas suffisant, le peuple portugais n'était pas assez exploité selon le gouvernement dirigé par le socialiste Soares. Il a fallu ajouter à cette série d'augmentations, une aggravation des charges fiscales de 20 % prévue dans le budget. Quant aux salaires, ils sont toujours gelés et l'inflation continue de courir.

• Indonésie

300 arrestations en trois mois

Le commandant de l'Agence nationale indonésienne pour la Sécurité a annoncé, vendredi, qu'en trois mois, il y avait eu trois cents arrestations dont deux cents étudiants. Ces chiffres officiels gouvernementaux donnent une idée de la répression qui doit s'exercer là-bas. Tous sont arrêtés pour avoir participé à des activités antigouvernementales. Cinquante à soixante étudiants passeront devant la justice pour activités illégales. Ces arrestations font suite aux grands mouvements de lutte qui touchèrent particulièrement les étudiants contre la réélection automatique de Suharto qui dirige le gouvernement fasciste.

• Algérie

Trois filiales françaises nationalisées

Trois filiales de sociétés françaises ont été nationalisées le 27 mars dernier par le gouvernement algérien. Il s'agit de la Compagnie générale de la chaussure, filiale de la Société des chaussures du Midi (Bergerac), de la Compagnie algérienne de fabrication industrielle de chaussures, filiale à 95 % des chaussures « André » et enfin de la Société Simons, fabrique de matelas.

Dans son discours d'ouverture du 5e congrès de l'Union générale des travailleurs algériens, samedi dernier, le président Boumedienne a déclaré : *« Aucun capital privé étranger n'existe en Algérie »*.

• Canada

1 travailleur sur 10 au chômage

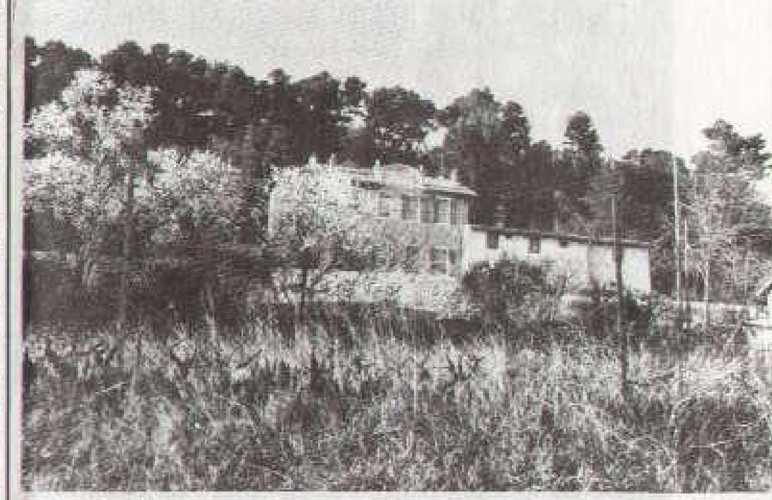
Pour la première fois dans l'histoire du Canada, le nombre de chômeurs a dépassé, selon les chiffres officiels, le million. Près d'un travailleur sur dix est, à l'heure actuelle, sans travail. Terre-Neuve est la province la plus touchée avec près d'un travailleur sur six au chômage.

Seule la lutte paye

Les patrons de l'agriculture exploitent sans vergogne les ouvriers agricoles (composés en majorité d'immigrés). Cela dure depuis de nombreuses années. C'est le cas à la pépinière « Beau Soleil » au Pennes-Mirabeau.



L'ancienne porcherie où sont logés quatre immigrés. Ils dorment à même le sol.



La maison des patrons

Le patron emploie une dizaine d'ouvriers agricoles (en majorité des Tunisiens). Ceux-ci travaillent neuf heures et ce six jours sur sept quand ce n'est pas la semaine entière. Ils sont payés au SMIC. Le patron « oublie » tout le temps de leur payer les heures supplémentaires, les primes pour travaux dangereux, insalubres, etc. Pour les congés payés, c'est la même chose ; ainsi, un ouvrier qui travaille depuis deux ans n'a jamais pris de congés, n'a jamais touché l'argent correspondant et c'est vrai pour tous.

Les conditions de travail sont aussi scandaleuses ; du matériel mécanique vétuste, poussé à bout, aucun vêtement de protection alors que la Sécurité sociale agricole fournit les équipements de protection individuelle gratuitement... à condition que le patron paie régulièrement ses cotisations. Or, dans la région, les patrons de l'agriculture doivent plus d'un milliard de retard.

Une exploitation féroce

C'est le cas de ce patron. Il emploie des « sans-papiers » donc ne les déclare pas, donc ne paie pas ses cotisations ! Si ce travailleur a un accident, s'il tombe malade, il sera jeté à la rue ; s'il veut se plaindre, porter plainte, il sera expulsé par les flics !

Il ne marque pas les heures supplémentaires donc ne les déclare pas !

Il ne paie pas les heures supplémentaires donc ne les déclare pas !

Devant une administration complaisante, qui ferme les yeux, les patrons de l'agriculture ont la part belle!

En fait, comme les autres, ce patron n'applique même pas les dispositions légales élémentaires.

Pour que les ouvriers soient plus « rentables », plus disponibles, il en loge une partie dans... une ancienne porcherie où les immigrés dorment à même le sol ! Cela toujours au mépris de la loi.

C'est le genre de patrons qui veulent s'enrichir le plus vite possible. Ils n'ont aucune ambition sinon de faire beaucoup de pognon. Aussi ont-ils cru trouver dans les immigrés une main-d'œuvre docile et à bon marché. Ce patron est un habitué, il a déjà fait deux faillites mais ça ne l'empêche pas de continuer.

Quand un ouvrier vient pour toucher son salaire, il lui répond qu'il n'a pas d'argent et qu'il faut attendre que l'argent des commandes rentre. Il lui donne un acompte ridicule pour le faire patienter. Ainsi, les ouvriers ont moins de 20 F par jour pour vivre. Ainsi dans la plupart des cas, ça fait deux mois que le patron n'a pas payé les salaires. Un travailleur proteste, il lui dit qu'il n'a qu'à aller chercher du travail ailleurs, mais comme les conditions sont les mêmes partout, l'ouvrier n'a pas le choix. Ainsi, les immigrés licenciés depuis plus de trois mois n'ont toujours pas été payés.

Les ouvriers agricoles s'organisent

Cette situation, généralisée dans l'agriculture, est scandaleuse. Les ouvriers agricoles en ont assez et ils commencent à s'organiser et à lutter.

Quand c'est possible, les ouvriers immigrés luttent directement contre leur pa-

tron. Ainsi, dans la région de Berre, certains ont fait un débrayage surprise pour obtenir une douche que le patron promettait depuis des mois ; deux heures après, elles était installée. Mais face à l'organisation de ces patrons, face aux complicités qu'ils ont dans l'administration (certains ont des lettres de licenciement en blanc déjà signées par l'inspecteur du travail) il faut aussi pour les ouvriers agricoles, surtout pour les immigrés qui luttent individuellement, une organisation qui puisse les aider efficacement, c'est ce qu'essaient de faire les syndicalis-
saient de faire les syndicalis-
tes de la FGA-CFDT dans la

A la demande de ces ouvriers agricoles, ces syndicalistes de la FGA-CFDT ont été voir ce patron pour lui rappeler tous ces faits et exiger qu'il se mette dans la loi dans les jours qui suivaient.

Les cas d'ouvriers agricoles (essentiellement immigrés) qui osent se dresser contre ces suceurs de sang sont encore peu nombreux. Mais les quelques cas qui ont lieu commencent à être connus, servent d'exemple et font boule de neige.

Il est fini le temps où les patrons pouvaient se servir à leur guise des hommes comme de vulgaires matériaux.

BOUCHES-DU-RHONE

LES PENNES MIRABEAU
PEPINIERE BEAU SOLEIL :
UNE VICTOIRE DES OUVRIERS AGRICOLES

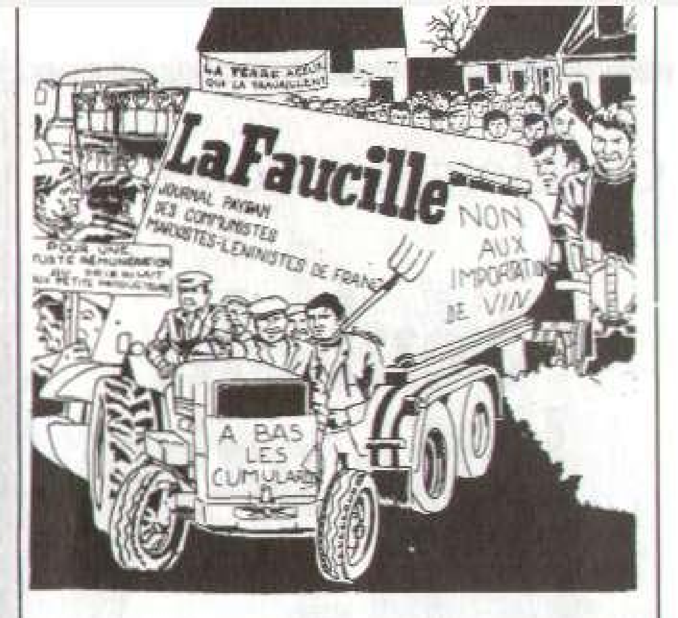
Après deux rencontres du syndicat FGA-CFDT avec le patron pour qu'il paie les salaires en retard, rencontres qui n'avaient pas abouti, et avant d'utiliser le référé prud'hommal pour l'y contraindre, le syndicat lui a envoyé la liste des ouvriers avec le salaire dû à chacun, y compris un « sans-papier » dont le nom n'était pas cité. La lettre demandait que le patron paie.

En réaction, le mardi 28 mars au matin, le patron disait au « sans-papier » qu'il le licenciait parce que le syndicat avait écrit qu'il n'avait pas le droit de l'employer, ce qui était faux. Mais il ne réussissait, par sa manœuvre, qu'à mettre plus en colère les ouvriers agricoles.

Le mercredi 29 au matin, avant l'embauche, les ouvriers agricoles décidaient d'aller voir tous ensemble le patron pour qu'il garde le « sans papier » et qu'il paie tous les salaires en retard. Il les envoie balader. Les ouvriers agricoles se mettent alors en grève, décidant de la poursuivre tant que le patron ne paierait pas. Ils font une pancarte qu'ils accrochent au portail de l'entreprise avec écrit dessus : « Personnel en grève, pour le paiement des heures supplémentaires, pour une paye régulière », et ils discutent avec les clients, leur expliquant leur situation.

Le jeudi 30 au matin, les ouvriers agricoles étaient toujours en grève et avaient collé des affichettes sur les pancartes de balisage indiquant le chemin pour aller à la pépinière (pancartes à l'attention des clients ou des promeneurs) et ils occupaient toujours l'entrée. Peu avant midi, le patron cédait et payait tous les salaires en retard. Les ouvriers agricoles ont gagné.

Correspondant HR
Berre



• URSS

Des ouvriers accusent

«Nous chômeurs soviétiques»

Du 16 au 23 avril Séguy et Krasucki avec 13 autres dirigeants de la CGT participent au 9e congrès de la FSM à Prague. Un congrès qui se réunit à l'ombre des chars russes en Tchécoslovaquie occupée.

De grandes déclarations sur la liberté et la démocratie vont être votées par Séguy et ses amis, les représentants des syndicats officiels soviétiques. Ces syndicats sont des instruments entre les mains de Brejnev et des nouveaux bourgeois russes pour exploiter et réprimer la classe ouvrière. Nous publions ci-dessous l'appel lancé par un groupe de travailleurs soviétiques qui viennent de constituer un syndicat libre malgré une répression féroce. Un appel qui en dit long sur la nature des amis de M. Séguy. Un appel qui devrait être entendu par tous les travailleurs de France, par tous les syndiquées de la CGT.

Nous, chômeurs sovitétiques, venus à Moscou de différentes villes et Républiques du pays, sommes obligés de solliciter, au moyen de cet appel, une aide morale et matérielle par l'intermédiaire de la presse des pays occidentaux. Aucune autre possibilité ne nous est offerte.

Nous avons tous été licenciés pour avoir dénoncé des abus ou pour avoir prononcé des critiques à l'égard des dirigeants des entreprises où nous travaillions (dilapidation de biens matériels, corruption, fausses déclarations, insécurité grave des conditions de travail, enfreintes grossières à la législation du travail, etc.)

Nous sommes tous des gens d'âge moyen de 35 à 45 ans, ayant chacun dix années au moins d'activité professionnelle à notre actif.

Nous sommes privés de travail de 1 à 5 ans, selon les cas.

Les questions que nous soulevons auraient dû nous valoir un soutien, sinon sur place, au moins auprès des instances supérieures dans la presse.

Tous nos efforts pour obtenir justice auprès des organes du pouvoir ont été vains.

Nous nous sommes adressés, chacun de notre côté, aux organes centraux du pouvoir soviétique : au Comité central du PCUS, au Présidium du Soviet suprême, au Conseil des ministres d'URSS, au Soviet central des syndicats, on ne nous a pas répondu.

ON NOUS EMMENE DANS LES BUREAUX DE LA MILICE

Les solutions données par les autorités aux questions que nous soulevons sont toujours les mêmes : on nous donne des réponses évasives, on nous renvoie d'un bureau à un autre. En cas d'appel aux autorités supérieures, au lieu de mesures constructives, on fait usage à notre égard de méthodes inadmissibles pour avoir exercé notre droit à nous plaindre : sous prétexte de nous inscrire pour être reçus par la direction, on se saisit de nous un par un ou par groupe, on nous emmène dans les bureaux de la milice, dans les hôpitaux psychiatriques.

Cela se fait au niveau le plus élevé : dans les salles d'audience du Comité central du PCUS, au Présidium du Soviet suprême d'URSS, à la Procurature d'URSS.

Il est impossible de se faire recevoir dans aucune instance soviétique supérieure, toutes les hautes autorités — nos serviteurs, comme ils aiment à le dire — sont isolés de nous par la milice.

DES ORGANES DU KGB SE SONT ACHARNÉS

Nous nous sommes adressés collectivement à toutes les organisations soviétiques : sociales, syndicales et du Parti, aux rédactions des journaux centraux : « Pravda », « Izvestya », « Troud », « Litteratournaya Gazeta », aux revues « Ogoniok », « Kommounist », « Partinaya jizn », « Sotsialistitcheskaya zakonnost », — on ne nous a pas répondu.

Nous espérions que la nouvelle Constitution d'URSS apporterait des changements dans la situation sans droit des travailleurs : les faits concernant les répressions et les internements psychiatriques que nous joignons en annexe au présent appel prouvent que la nouvelle Constitution d'URSS n'est pas prise sérieusement en considération par les organes soviétiques, elle a servi seulement de masque pour tromper notre peuple et l'opinion publique mondiale.

C'est seulement après avoir publiquement dénoncé les actes d'arbitraire et de violence dont nous avons fait l'objet que nous avons été invités à être entendus par la rédaction du journal « Izvestiya », et au comité du KGB, où on nous a promis de l'aide.

En réalité, nous avons été trompés.

La rédaction des « Iztvestiya » ne poursuivait qu'un seul but en nous recevant un par un, en nous couvrant de promesses, celui de découvrir qui était l'organisateur parmi nous : les collaborateurs de la rédaction firent tout ce qu'ils purent pour nous diviser, pour semer la discorde et la méfiance.

Les organes du KGB se sont acharnés à découvrir notre force numérique véritable, l'adresse des auteurs de la plainte collective, dans le but ultérieurement, de les expulser de Moscou ou de les faire interner dans des hôpitaux psychiatriques.

Nous avons décidé par conséquent d'organiser notre syndicat véritablement indépendant, pour avoir officiellement et juridiquement le droit de défendre nos droits et nos intérêts, d'y enrôler tous ceux qui le souhaitent, ceux dont les droits sont bafoués de manière injustifiée — dans tout domaine que ce soit — afin de lutter ensemble pour nos droits garantis dans la nouvelle Constitution d'URSS.

Nous estimons que c'est seulement en unissant nos efforts en nous appuyant sur l'opinion publique des travailleurs de tous les pays, que nous pourrons contraindre nos dirigeants à respecter les droits des simples travailleurs.

Dans notre pays, il n'existe pas d'organe qui défende objectivement les intérêts des travailleurs.

Les syndicats soviétiques ne défendent pas nos droits. Ils n'ont pas l'autorité nécessaire, du fait que les positions clés



«Nous chômeurs soviétiques...»

(Suite de la page 19)

dans les syndicats sont occupés par les communistes, à savoir des gens qui n'ont pas su faire leur chemin dans leurs organisations du parti, ce sont tous les membres de l'encadrement technique de l'entreprise. Au cas où ils se retrouveraient sous les ordres de l'un ou de l'autre des dirigeants de l'entreprise. Ne fut-ce que pour ce motif, ils agissent toujours selon le vœu de la direction.

Les élections au syndicat sont une formalité : les présidents des comités des syndicats sont élus et désignés par la direction de l'entreprise, l'organisation du parti et le comité de district (raïkom) du PCUS.

TOUS CEUX QUI N'ONT PAS A COEUR LES INTÉRETS DES OUVRIERS SONT ÉLUS

Cela se passe comme suit : selon les statuts, un délégué est élu par dix membres du syndicat, à l'occasion de la Conférence électorale.

Il faut noter qu'en URSS, il n'y a pas une seule entreprise où les ouvriers et les employés ne soient pas syndiqués à 100 %.

Tout se passerait démocratiquement si... les délégués étaient élus lors d'une assemblée générale, en présence de tous.

Dans la pratique, pour se garantir d'avance un soutien, la direction et le Comité du parti ont recours au truc suivant : les délégués sont élus par atelier ou par section. Le personnel d'encadrement — ingénieurs et cadres techniques — tient une réunion préalable, où le président du syndicat avec le comité du parti et le directeur de l'entreprise indiquent comment « effectuer l'élection des délégués ».

Ensuite, se déroulent des élections par atelier ou section. C'est toujours le chef de la section ou de l'atelier qui « recommande », c'est-à-dire qui inscrit sur la liste électorale les noms des personnes qui lui conviennent. Ceux-ci témoignent leur reconnaissance en proposant sa propre candidature et celle des contremaîtres : en outre, dans chaque section, on nomme encore quelqu'un parmi les employés, sous prétexte de compétence particulière. De leur côté, les employés élisent leurs propres délégués, de sorte qu'en fin de compte, alors que les ouvriers sont dix fois plus nombreux que les employés, c'est pratiquement tout le personnel d'encadrement technique qui est présenté à la conférence électorale, c'est-à-dire tous ceux qui n'ont pas à cœur les intérêts des ouvriers.

Les délégués des ouvriers reçoivent des primes gratuites, on leur offre des buffets avec abondance de produits déficients sur le marché et de boissons alcoolisées.

LA CORRUPTION . UNE REGLE

Les nominations au présidium se font sans aucun appel aux candidatures : la direction de l'entreprise et les représentants du comité de district (raïkom), du syndicat urbain, de l'organisation du parti, procèdent eux-mêmes à l'inscription des candidats, c'est-à-dire qu'ils portent sur les bulletins les noms des candidats qui leur conviennent.

On n'y inscrit pas d'autres candidatures,. Par conséquent, l'élection des membres du futur comité syndical est assuré d'avance.

L'élection du président et la distribution des responsabilités ont lieu déjà autour d'une table croulant sous le poids des mets et des alcools offerts sur le compte des fonds publics, au bruit des toasts et du heurt des verres.

Les « représentants » des organisations syndicales de base élisent les délégués aux syndicats régionaux, et ainsi de suite.

UNE RÉALITÉ QUOTIDIENNE

Le journal « Leninskoe znamya », organe du comité régional du PCUS et du Soviet des députés du peuple de l'Oblast de Moscou, écrit sous le titre « Ils s'y sont faits », dans la rubrique « Les lecteurs s'émeuvent », dans son No 23 du 27 janvier 1978 :

« C'est la deuxième année que le collectif du bureau des ponts et chaussées No 3 de Mojaïsk est en fièvre, des lettres anonymes affluent dans différentes organisations locales et régionales... ».

« ...Le 14 octobre 1977 a eu lieu l'assemblée électorale syndicale. A l'issue de celle-ci, on a remis un rouble à chacun des ouvriers, tandis que les employés du bureau sont allés au restaurant bouffer sur le compte du syndicat...

... Le directeur de l'entreprise V. Fm Stepakine déclare : « Chez nous, c'est une vieille tradition. Nous pensons qu'il vaut mieux boire ensemble que de se cacher derrière le coin...

... Le président du comité syndical, N. I. Mirochnikov : « Le comité régional syndical prévoit des allocations spéciales pour les « rencontres » de ce genre. »

Au vu de tous et en plein jour, Sigarev a été pris sous protection, en dépit de l'avis de ceux qui ont dit tout haut la vérité sur ses agissements indélicats.

Dans nos lettres ouvertes précédentes, nous écrivions : *« Des gens pareils à nous, il y en a des milliers ».*

Oui, nous n'exagérons rien. Nous sommes convaincus qu'un ouvrier ou un employé sur dix peut venir grossir nos rangs.

Voyons la presse. La « Pravda » du 21 janvier 1978, No 21 écrit dans l'article « Manque de persévérance ». :

« ...L'entreprise occupe 1 000 travailleurs » — Il est question de l'entreprise No 1 126, ville de Petrozavodsk, la citation est tirée du journal :

« ... L'année passée, par exemple, le tiers de tous les travailleurs ont été licenciés... »

Dans le journal « Vetchernaya Moskva » du 21 janvier 1978, No 18, sous le titre « Un thème difficile », nous lisons au sujet de l'usine de matériel ferroviaire de Sokolniki, à Moscou :

« ... Nous accordons une grande attention au travail des cadres. Quel en est le résultat ? Le bilan n'est pas en notre faveur, 24 personnes ont été licenciées, contre 15 engagées...»

Le journal « Leninskoe znamya », de 25 janvier 1978, No 25 écrit sous le titre « Les adieux faciles » :

« ... Au cours des trois dernières années 262 travailleurs ont quitté l'association. En fait, 2 sur 3 ont été licenciés... »

Le pays tout entier est rongé par la moisissure bureaucratique — nous en sommes les témoins. Nous et nos camarades dans le malheur, qui sommes déjà plus de deux cents, alors que nous avons tous travaillé dans différentes entreprises dans plus de 150 villes et districts du pays.

Nous demandons à l'OIT et aux syndicats de travailleurs de reconnaitre notre syndicat libre et de nous apporter une aide morale et maétrielle.

Nous demandons qu'on nous écrive aux adresses suivantes :

1 - 103 009 Moscou K. 9 Poste restante, Klevanov, Vladimir Alexandrovitch.

2 - 103 009 Moscou K. 9, Poste restante, Oganessian, Chagen Akopovitch.

3 - Oblast de Moscou, ville de Klimovosk-3 oul. Simferopolskaya, dom No 25, kvatira 114, Poplavsky, Valentin Tikhonovitch.

Il faut se souvenir : les agents du KGB inspectent les lettres, quelquefois les détruisent.

Moscou, 1er février 1978.

(Les intertitres sont de la rédaction de l'Humanité rouge).

Comoriens : une nationalité qui ne plait pas à Giscard

Le 6 juillet 1975, après une longue et dure lutte, le peuple des Comores obtenait l'indépendance. Malgré cela, l'impérialisme français n'entendait pas quitter la région sans rien dire.

Peu aprés, s'appuyant sur la clique Marcel Henri-Barrana, l'impérialisme fait un putsch à Mayotte qu'il détache des Comores.

Depuis, la situation des masses comoriennes ne s'est pas améliorée ni à Mayotte, ni dans le reste des Comores. Un des graves problèmes actuellement est celui de l'immigration.

Les Comoriens se concentrent principalement à Marseille, Paris, Dunkerque. Ils connaissent la situation de surexploitation qui est celle qu'impose le système capitaliste à tous les travailleurs immigrés : salaires de misère, conditions de travail des plus pénibles, problèmes de logement, entrave à la liberté d'expression, à la liberté syndicale et politique.

Sans compter le campagne raciste du gouvernement (mesures Stoléru, crimes racistes impunis...). Outre cela, des pressions s'exercent de toutes parts contre les travailleurs comoriens. Ainsi, le gouvernement de Giscard tente d'obliger les travailleurs comoriens à opter pour la nationalité française, les menaçant, dans le cas contraire, d'expulsion.

Il s'efforce de faire croire aux Comoriens que la nationalité française leur assurerait à coup sûr un emploi. Ce qui est faux, d'autant plus dans cette période de crise accrue de l'impérialisme. Un maire de droite comme Prouvoyeur (Dunkerque) aussi bien qu'un maire PS comme Gaston Defferre (Marseille) se prêtent à cette manœuvre, ayant espéré par ailleurs, obtenir des voix en leur faveur pour les élections de mars 1978.

Il est également à noter que les travailleurs comoriens connaissent les difficultés énormes pour se faire rembourser par la Sécurité sociale qui refuse de leur délivrer des cartes d'immatriculation définitives, ceci notamment à Dunkerque.

En effet, Ali Swahili développe une politique d'abandon total à l'égard des Comoriens en France : refus systématique de délivrer des papiers et des passeports à ses ressortissants. Il favorise ainsi les tracasseries administrative et policières, et laisse les travailleurs comoriens à la merci des tentatives de manipulation.

Quand on pense que la date limite pour le choix de nationalité a été fixée au 11 avril, on mesure toute la gravité d'une telle politique.

Le peuple comorien a droit au respect de son identité nationale et lutte dans ce sens. *Lutte pour une indépendance réelle et pour l'intégrité territoriale, lutte contre l'impérialisme sous toutes ses formes et contre ses valets comoriens.*

La volonté du peuple est invincible !

• Dunkerque

Une victoire importante

Le 9 janvier 1978, une grève a été lancée par les ouvriers de NBRN (Négoce Bois Réparation navale), en grande majorité Comoriens : 75 Comoriens sur 80 travailleurs.

— *Pour une amélioration des conditions de travail.*

Les ouvriers de NBRN travaillent dehors par tous les temps. Ils ramassent à la pelle des poussières qui les rendent la plupart du temps malades. Ils ne portent pas de masque ni de gants et n'ont pas droit aux bleus de travail ni aux chaussures de protection ; ils n'ont pas droit non plus aux pauses, seulement une demi-heure pour manger.

— *Contre les bas salaires*

— *Pour le paiement des primes.*

Le patron a dû céder, et c'est une victoire importante pour les travailleurs, mais un mois plus tard, il multiplie les provocations, les injures et il licencie trois ouvriers des plus actifs pendant la grève, dont deux sans préavis.

Quels en sont les prétextes ?

— L'un a dit ce qu'il pensait de son patron.

— Les deux autres pour s'être permis de se chauffer pendant cinq minutes (on se souvient de la température de l'époque).

La véritable cause de ces licenciements est la volonté manifestée par les ouvriers de NBRN de constituer un syndicat. Ce qui est intolérable pour le patron qui ne l'a pas caché en évitant soigneusement de recruter des ouvriers syndiqués, et en lançant des menaces telles que *« Vous êtes syndiqués, mais nous allons voir... ».*

Justement, nous allons voir... et les travailleurs sont bien déterminés à poursuivre la lutte pour imposer au patron la création d'une section syndicale sur leur entreprise.

Appuyons la demande de syndicat à NBRN !

Français, immigrés, même travail, mêmes conditions de travail, donc mêmes droits et même lutte !

Ni les uns ni les autres n'ont intérêt à la division !

Forgeons une unité d'acier face aux capitalistes !

L'ASEC avec le correspondant HR de Dunkerque et des stagiaires-étudiants des Comores

Parade de la Légion à Mayotte.



«Mundial»

La coupe déborde, Videla

Interview du COBA

(Propos recueillis par Henri Mazereau)

La Coupe du monde de football, dont le retentissement est traditionnellement grand, revêt cette année une importance particulière car elle est organisée par l'Argentine où le régime militaire sanguinaire est au pouvoir. La Coupe du monde dépassera donc sa simple signification sportive. Elle sera l'occasion pour les militaires argentins d'accroître le nombre de leurs crimes pendant que le football occupera le devant de la scène en même temps qu'elle espère, grâce à la Coupe, redorer son blason international. D'où l'importance de la campagne de boycott de la Coupe du monde organisée par le COBA (Collectif pour le boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du monde de football). Ce dernier nous a accordé une interview que nous reproduisons ci-dessous.

– Q : Quel impact peut avoir le boycott sur la situation en Argentine ?

R : La campagne revêt déjà de l'ampleur puisqu'elle existe dans neuf pays d'Europe et regroupe dans ces pays 23 comités. En France, une dizaine de COBA existent à Paris et dans des villes de province. L'appel national de boycott a recueilli plus de 45 000 signatures. Il n'est pas exagéré de penser que nous recueillerons d'ici fin mai 100 000 signatures. Nous avons réussi à mettre sur pied une vaste campagne d'information sur la situation en Argentine. Cette campagne inquiète profondément la junte argentine car elle dévalorise un peu plus son image de marque. C'est déjà le premier résultat que nous avons obtenu. Conjuguée avec les luttes qui se mènent en ce moment en Argentine, avec la résistance passive et active des travailleurs au régime argentin, cette campagne va affaiblir, de toutes les manières, un peu plus la junte.

– Q : La Coupe du monde de football doit avoir lieu cet été en Argentine. Or, dans ce pays existe une situation particulière qui donne à l'organisation de la Coupe du monde une signification qu'elle n'aurait pas dans d'autres pays. Peux-tu nous parler de la situation qui règne en Argentine ?



Photo parue dans l'« Épique ».

R : Le 24 mars 1976, le général Videla a pris le pouvoir à la suite *d'un coup d'État*, et depuis cette époque qui avait été précédée par de nombreuses arrestations illégales, par de nombreuses exécutions commises par des bandes parallèles plus ou moins protégées par l'armée, depuis donc le 24 mars 1976, la pratique de l'élimination systématique de l'opposition a été instaurée en Argentine.

En deux ans, plus de quinze mille personnes ont été portées disparues, plus de huit mille ont été assassinées et environ vingt-mille sont, d'après nos indications, aujourd'hui entre les mains de la junte argentine ou sont disparues. La junte militaire a récemment donné un chiffre de prisonniers qu'elle estime à trois mille six-cents, dont mille huit-cents arrêtés avant le coup d'État du 24 mars 1976, ce qui est, pour nous, extrêmement inquiétant car elle a déclaré qu'elle ne savait rien des disparus et des autres prisonniers.

La situation économique est catastrophique. Le pouvoir d'achat des salariés a baissé en moyenne de 65 % de 1974 à 1977. La part des travailleurs dans la distribution de la richesse nationale est passée de 53 % du Produit national en 1950 à 25 % du Produit national en 1977. L'inflation est galopante (de janvier 1976 à janvier 1977, les prix ont augmenté de 408 % et les salaires eux de 27 % – NDLR). Le chômage est extrêmement important puisqu'il touche 15 à 16 % de la population. A l'occasion du « Mundial » sont d'ailleurs prévus 300 000 licenciements dans l'administration afin de financer le déficit de la Coupe du monde. Le coût de la main d'œuvre est passé de 800 F mensuels en mai 1975 à 300 F mensuels en décembre 1976. L'ensemble de toutes les constructions sociales : hôpitaux, crèches, cliniques, écoles a été arrêté depuis un an afin de permettre la construction des stades et des centres de relais qui financeront la Coupe du monde. Toutes les prestations et les services sociaux ont été réduits à leur plus simple expression.

– Q : Quelle est l'importance de cette Coupe du monde pour le régime argentin ?

R : La déclaration de la junte sur le nombre de prisonniers dont il a été fait référence plus haut laisse penser que la junte va saisir le moment où se déroule le « Mundial » pour éliminer un nombre de « disparus » et de prisonniers. C'est donc là pour elle un premier intérêt de cette organisation de la Coupe du monde.

La campagne de solidarité qui a été menée en Europe avec les travailleurs argentins a créé une image de marque extrêmement négative de la junte au pouvoir. D'après le général Merlo, qui est le principal organisateur argentin de la Coupe du monde, celle-ci est l'occasion de recevoir 35 000 touristes qui exporteront l'idéologie de la junte argentine et qui lui permettront de redorer son blason international. La Coupe est pour elle extrêmement importante dans la mesure où de très nombreux pays y participent et où plusieurs centaines de millions de téléspectateurs assistent à sa retransmission. Un tel événement donne une légitimation à un régime d'assassins, légitimation qu'il n'a pas aujourd'hui.

Beaucoup de nos détracteurs nous disent qu'il ne faut pas mélanger le sport et la politique et nous, nous disons qu'il le faut puisque le général argentin Merlo a dit que *« l'organisation de la Coupe du monde était un acte politique pour la junte »*. Il est donc le premier à le dire. D'autre part, les grandes manifestations sportives telles que cette Coupe du monde, telles aussi que, plus loin en arrière, les Jeux olympiques de 1936 dans l'Allemagne nazie, ces grands spectacles de masse sont l'occasion de manipulations idéologique et politique de la part de ceux qui les organisent.

– Q : Certains disent qu'aller en Argentine peut permettre de faire entendre à l'extérieur la voix du peuple argentin. Qu'en est-il exactement ?

R : C'est bien sûr la première chose à laquelle nous avons réfléchi puisque notre campagne est une campagne de solidarité avec les travailleurs argentins en lutte et que nous avons choisi pour cette raison le moyen le plus efficace pour apporter notre solidarité. L'argument qui veut que des milliers de journalistes se rendent en Argentine afin d'apporter leur témoignage sur la situation est un argument qui ne tient pas pour plusieurs raisons.

D'abord en raison du contrôle policier et militaire que vont subir les journalistes. Les journalistes accrédités pour la Coupe du monde vont, s n les cas, recevoir des cartes bleues et des cartes rouges. Ceux qui ont reçu les cartes bleues sont d'ores et déjà autorisés à aller en Argentine, mais ils n'ont pas le droit d'avoir des remplaçants. Ils sont nommés nominativement et la carte leur est strictement personnelle. Les journalistes ayant reçu des cartes rouges sont ceux qui ne parlent pas que de sport. Ils ne seront probablement pas autorisés à se rendre en Argentine. En outre, récemment encore, un des généraux qui dirige l'organisation du « Mundial » a prévenu *« qu'il n'arriverait rien aux journalistes s'ils se contentaient de parler de football »*. Il a fait cette déclaration il y a moins de dix jours. Elle laisse présager qu'il peut leur arriver quelque chose s'ils ne se contentent pas de parler que de football. Ils auront quand même plus de chance que leurs camarades argentins dont, en deux ans, 75 ont disparu et dont une vingtaine a été retrouvée assassinée. Ensuite, nous ne pensons pas que ceux qui aujourd'hui ne parlent pas encore de l'Argentine et de la situation qui y règne en parleront plus à l'occasion de la grande fête commerciale que va être cette Coupe du monde.



L'« Épique » est parue. C'est le numéro 3 entièrement consacré à la Coupe du monde de football. Diffusez-le largement dans votre entreprise, dans votre école, dans votre quartier, dans votre faculté. Pour toute commande, écrire au COBA, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Prix 2 F. Joindre 1 F pour frais d'envoi.

Qui a torturé Heide Kempe Bottcher ?

Heide, 26 ans, étrangère et isolée à Paris, est déprimée ce jour-là. Pour oublier son cafard, elle boit et appelle un copain auprès d'elle. Quelques instants après, Jacques arrive et entreprend de la réconforter.

17 h 10 : La police arrive, prévenue par le concierge. Jacques et Heide refusent son assistance. Mais, contre leur gré, le car de Police-secours les embarque pour l'hôpital.

17 H 30 : Le car s'arrête au commissariat de la rue de Nantes (19 e). Il dépose Jacques. Celui-ci sera gardé à vue pendant deux heures. Aucune réponse à ses questions incessantes « qu'avez-vous fait d'Heide ? ».

19 h 15 : La police le relâche. Jacques ne retrouvera Heide qu'à 21 h 30, à l'hôpital Sainte-Anne. Sur le corps d'Heide, des brûlures au 3e dégré de cigarettes et de liquide corrosif (acide) sur la face interne des cuisses, les fesses, le périné (entre le vagin et l'anus, entre les doigts.

Que s'est-il passé entre 17 h 30, où Jacques et Heide ont été séparés, et 21h30 où il l'a retrouvée dans cet état ?

Heide ne se souvient de rien.

Une seule certitude inconditionnelle : elle quitte l'appartement sans aucune brûlure. Jacques, elle-même et la police l'ont affirmé.

Alors ?

A 17 h 30, Heide est seule entre les mains de la police, son corps est intact.

A 21 h 30, Jacques la retrouve à Sainte-Anne, son corps, son sexe, sont criblés de brûlures. Elle a été torturée.

Ces actes de violence sont des actes de torture sexiste.

Pourquoi la police a-t-elle emmené Heide de force de chez elle ? Pourquoi la police n'a-t-elle pas emmené Heide directement à l'hôpital ?

Pourquoi l'a-t-elle séparée de Jacques ?

Sur le registre de l'hôpital Claude Bernard, l'arrivée de Heide, déjà brûlée, est inscrite à 18 h 05.

Pourquoi, quand à 20 h, Jacques a téléphoné à l'hôpital, pour demander si Heide était là, lui a-t-on répondu qu'il n'y avait personne de ce nom ?

Pourquoi l'hôpital Claude Bernard a-t-il dirigé Heide sur Saint-Anne, hôpital psychiatrique alors qu'elle était grande brûlée et que son état nécessitait des soins médicaux urgents ?

Une mobilisation de longue haleine est nécessaire pour que la vérité éclate.

Article rédigé d'après l'appel du Collectif de soutien à Heide.



Les femmes en ont assez et exigent l'ouverture d'une enquête judiciaire pour connaître la vérité.

Procès Bellavita

Une nouvelle affaire Croissant

Antonio Bellavita était depuis trois ans monteur à « Libération ». Était car aujourd'hui il est en prison.

La raison invoquée : il participait à Paris aux travaux d'un centre de documentation faisant des études (recherches) sur les mouvement d'extrême-droite.

Or, il y a quelques semaines, un dirigeant d'extrême-droite du Front national, Duprat, était tué.

Sans aucune preuve, la police emprisonnait Bellavita. Il s'avérait qu'il n'avait en rien trempé dans l'assassinat de Duprat. Cela n'empêchait pas qu'il soit maintenu en prison à la demande de l'Interpol sur la base de mandats d'arrêts émis en Italie en 1974 et 1976.

Ces mandats d'arrêts laissent entendre que Antonio Bellavita aurait fait partie des Brigades rouges. Une telle présomption se base sur la découverte d'archives de Bellavita dans les caches des groupes.

Or, en Italie, Bellavita dirigeait une revue « Controinformazione » et envisageait de publier un dossier sur les Brigades rouges. Son travail de journaliste avait donc certainement amené Bellavita à interroger des membres des Brigades rouges et de même qu'à publier certains de leurs documents. Est-ce suffisant pour fonder une accusation d'appartenance aux Brigades rouges ? Certainement pas. En Italie, le magistrat qui a inculpé le journaliste est membre du Parti communiste italien. Bellavita devant la menace d'expulsion a préféré s'exiler.

Le 5 avril, la justice française refuse de libérer Antonio Bellavita.

Si la justice rrançaise décide de l'extrader en Italie, il risque 15 ans de prison. Nous devons empêcher que la justice française ne réédite une nouvelle et odieuse extradition. Le jugement serait rendu le 10 mai.

Les luttes du nucléaire

Des luttes populaires

(Extrait de la brochure de Jean Nestor « La question de l'énergie nucléaire).

Pendant longtemps, la campagne d'information menée par certaines sections CFDT du nucléaire et aussi les écologistes n'a eu que peu de retentissement. Les gens se disaient « si des techniciens, des ingénieurs construisent des centrales, c'est qu'ils ont étudié la question. Par ailleurs, en raison de leur style, de leurs sorties contre la « société industrielle », « le progrès », les écologistes avaient du mal à se faire prendre au sérieux par les travailleurs. Ils ont eu le mérite cependant de contribuer à briser le mur de silence sur lequel comptaient le pouvoir et l'EDF.

Petit à petit, dans les villes et les villages avoisinant les centrales, la population a pris conscience du danger.

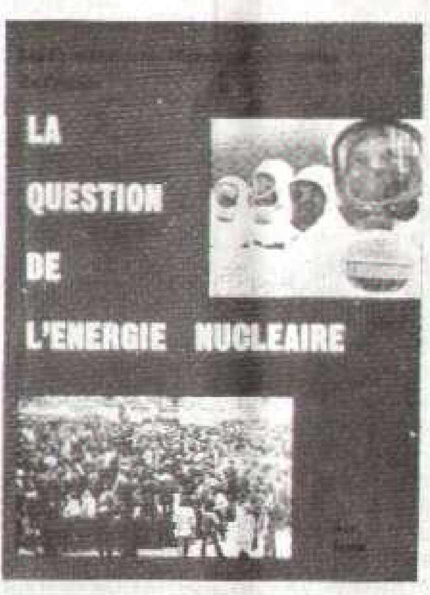
Avec la multiplication des centrales nucléaires l'opposition et la résistance se sont développées.

Les mensonges d'EDF concernant la création d'emplois, son chantage à la misère pour acheter des terres à bas prix ont fait long feu. De plus en plus, les petits paysans se sont mis à refuser de vendre leurs terres contraints et forcés, à lutter contre l'expropriation et l'expulsion. Par ailleurs, les luttes menées par les travailleurs du nucléaire pour exiger la sécurité, la divulgation des conditions de travail et des dangers du nucléaire par les techniciens et les scientifiques eux-mêmes faisaient largement connaître le sérieux et l'étendue des dangers.

Un écho croissant

Depuis un peu plus d'un an, les luttes contre le programme nucléaire de la bourgeoisie ont rencontré un écho croissant parmi les travailleurs des villes et des campagnes. Les couches populaires les plus exploitées sont entrées dans la lutte contre les expropriations, les risques, pour le droit à la santé et à la sécurité. Et aussi pour le droit de vivre et de travailler au pays.

C'est la grève des travailleurs de La Hague en automne 1976 ; ce sont les petits paysans de Flamanville, du Pellerin, de Cheix-en-Retz qui ont recours à des méthodes de luttes dures, voire illégales face à l'épreuve de force que leur impose le pouvoir : ce sont les comités de défense locaux qui existent déjà dans de nombreux villages autour de Malville et qui prennent, par exemple, le même chemin à Golfech prés d'Agen.



Quelle direction ?

Désormais, le problème, ce n'est plus la participation des travailleurs, ouvriers et petits paysans, employés, etc. aux luttes ; c'est leur direction sur les luttes, classe ouvrière en tête. Dans les comités de défense, les petits paysans jouent un rôle de plus en plus important et pourtant, il n'ont pas encore la place qui leur revient. N'est-il pas juste que les comités de soutien se mettent sous la direction de la population locale directement concernée et qui connaît le mieux les conditions concrètes de la lutte à mener sur le terrain ?

Et quand la lutte déborde le cadre local, il faut malgré tout que la population locale y conserve toute sa place. Il est probable que si ça avait été le cas pour la coordination Malville, la manifestation du 31 se serait déroulée autrement. Un paysan-ouvrier membre d'un comité local à Faverge, le disait : « N'importe quel habitant de la région le sait : il était absurde de faire un seul défilé et de l'amener à ce goulot d'étranglement que constitue Faverge ». Ainsi, en donnant pleinement leur place aux habitants, il leur était possible d'éviter de tomber dans la souricière tendue par le préfet Jannin et le pouvoir.

Les ouvriers des grandes villes qui avoisinent les centrales en projet et se trouvent dans le périmètre dangereux sont encore insuffisamment sensibilisés.

La responsabilité en incombe notamment aux directions syndicales CGT et CFDT qui font le black-out sur l'information ou la déforment, quand elles ne cherchent pas tout simplement, surtout le CGT à dresser les ouvriers contre les manifestants.

Par contre, le travail fait par certaines sections CFDT du nucléaire s'avère positif. Et pourtant, les comités de défense constatent combien serait précieux le soutien des travailleurs des grandes villes. Les ouvriers déjà présents dans les comités, souvent des ouvriers de petites usines proches des sites prévus pour les centrales, contribuent déjà à donner à la lutte un contenu de classe.



Combat musique

Un outil pour les musiciens

Le lancement et l'existence du journal « Combat-Musique » est un événement important dans le monde de la musique et plus généralement dans le domaine culturel.

C'est la première fois depuis de longues années que les musiciens professionnels ont à leur service un organe d'information et de lutte réellement à leur service.

L'idée de la création de ce journal revient à un groupe de musiciens professionnels, désireux de se lancer dans un travail de défense des catégories de musiciens les moins favorisées, ceci afin de tenter de rassembler tout un courant progressiste chez les musiciens, capable à la fois de populariser les difficiles conditions de vie et de travail des plus démunis d'entre eux, et de formuler et mettre en avant des revendications concernant le plus grand nombre de ces travailleurs.

Loin de se limiter aux seules revendications des musiciens « classiques », ils se déclaraient dès le départ prêts à accueillir des musiciens « folk », des professeurs de conservatoire ou d'école de musique, des animateurs musicaux, etc.

C'est ainsi que les deux premiers numéros de « Combat-Musique » contenaient des articles aussi bien sur le folklore que sur les conditions d'emploi et de lutte des professeurs de conservatoires municipaux, la musique et la politique dans la lutte des Noirs américains, les difficultés de travail pour les femmes musiciennes, etc.

Dès à présent, « Combat-Musique » est lu par des centaines de musiciens en France et par de nombreux militants syndicalistes et politiques qui s'intéressent aux problèmes artistiques. C'est donc le signe qu'un tel courant était attendu dans cette profession. Les musiciens commencent à comprendre la nécessité absolue de se rassembler et de mener des luttes, ensemble et unis. C'est une première victoire !

Au sommaire du numéro 3, sorti dernièrement, on peut noter un article intéressant sur « Les musiciens sous la Commune », deux articles sur les syndicats de la profession (SNAM et SYNAPC), un article sur la situation des animateurs musicaux, etc.

Le numéro 2 est encore disponible. On y trouvait des articles sur une lutte de musiciens contre une municipalité de gauche (Conflans-Ste-Honorine), un article sur la musique et la politique dans la lutte des Noirs américains, un article sur l'enseignement dans les conservatoires et écoles de musique, etc.

« Combat-Musique » est donc un journal intéressant, lié aux luttes quotidiennes des travailleurs du spectacle, et qui mérite d'être largement lu et diffusé. Pour tout contact ou abonnement à « Combat-Musique », on peut écrire à : Madame Simonin, 31, rue du Clos, 75020 – Paris.

FRANCE MUSIQUE
DIMANCHE 23 AVRIL
A 10 h 30
PREMIERE MONDIALE
EN DIRECT DE PEKIN
RETRANSMISSION PAR SATELLITE
EN STEREO D'UN CONCERT

Cet événement musical sans précédent nous permettra de découvrir *l'orchestre symphonique de la société philarmonique centrale de Chine* dirigé par *Han Zhong-jie* avec un soliste, le pianiste *Lieou Che-kouen*. Au programme :

– L'ouverture du « Carnaval romain » d'Hector Berlioz
– La 3e symphonie « Héroïque » de Beethoven
– « Dans mon cœur, un flot monte aussi haut que ces vagues », poème symphonique de Chen Pei-xun, d'après un poème du président Mao extrait du « Pavillon de la grue jaune ».
– « Typhon », concerto pour piano. Œuvre collective de Lieou Che-kouen (qui en est également le soliste), Goua Zhi-hong, Wang Yen-jio et Che Wan-chun. Ce concerto exalte l'initiative socialiste et l'héroïsme des dockers, il se compose de quatre mouvements :

* Aube sur le port, joie au travail
* Venue du typhon, lutte contre les éléments
* Après la tempête, la victoire
* Continuons sur la lancée victorieuse.

TOUS A L'ECOUTE DE FRANCE-MUSIQUE LE DIMANCHE MATIN 23 AVRIL A 10 h 30.

Cinéma

La force de frappe

Ce film est passé récemment au cinéma « Racine », une petite salle du quartier latin. Nous y sommes allés un samedi soir et il n'y avait pas foule. Alors pourquoi parler d'un film qu'on ne verra pratiquement pas à l'affiche des cinémas aussi bien en province qu'à Paris ? C'est que ce film risque d'être diffusé dans les ciné-clubs, MJC, associations culturelles, etc. c'est-à-dire dans des lieux où la projection est suivie d'un débat. Il mérite donc que nous nous y arrêtions très sérieusement.

L'action se passe au Danemark en 1980. Les travailleurs d'un chantier naval se mettent en grève lorsqu'ils apprennent que leur patron se prépare à signer un contrat pour la construction de six coques de bateaux qu'ils soupçonnent d'avoir une destination militaire. On saura peu après qu'il s'agit de sous-marins pour la France qui en assurera elle-même l'armement. Le comité de grève lance un appel à la solidarité et parvient à déclencher un vaste mouvement. Bientôt, de nombreuses entreprises rejoignent dans la grève les ouvriers des chantiers, et au total 80 000 travailleurs participent à cette lutte.

Dans le même temps, se tient à Copenhague une réunion des ministres de la Défense des pays de la Communauté européenne. Un groupe de terroristes enlève le ministre danois du Commerce extérieur et pour sa libération formule les mêmes exigences que les grévistes : le renoncement à la construction des sous-marins destinés à la force de frappe française.

Le film est construit comme un reportage de télévision qui suit au jour le jour, et parallèlement, le mouvement de grève, la Conférence européenne, l'interrogatoire par ses ravisseurs du ministre kidnappé, les émissions-pirates de la radio clandestine des terroristes, ainsi que l'action de la police à la fois contre les grévistes et les terroristes. Au fur et à mesure du déroulement du film, cette présence policière se fait de plus en plus menaçante jusqu'aux actions répressives finales d'une grande brutalité. Le ministre sera libéré, les délégués des grévistes arrêtés seront jugés et le travail reprendra.

Quand on sort de là, la première réaction est une réaction de révolte contre nos démocraties d'Europe occidentale de plus en plus soumises à la répression policière. A un premier niveau, ce qui ressort en effet, c'est la montée tout au long de l'action de l'encadrement policier qui se fait de plus en plus envahissant et répressif. C'est probablement sur la base de cette réaction spontanée, au niveau des tripes, que s'engageront les échanges qui suivront la projection de ce film. Bien évidemment, tout cela nous semble excellent, mais reste à savoir les orientations qui seront ensuite données aux débats.

Un film pro-soviétique

C'est bien pourquoi il est important de souligner les aspects très négatifs de ce film. Tout d'abord, c'est une attaque virulente contre les préparatifs militaires de la Communauté européenne pour assurer sa défense. On nous signale bien au passage que les forces soviétiques sont encore plus développées, mais

→

Le tome V des Œuvres choisies de Mao Tsé-toung

« ... L'exercice de la dictature démocratique populaire implique deux méthodes : à l'égard des ennemis, celle de la dictature ; autrement dit, aussi longtemps qu'il sera nécessaire, nous ne leur permettrons pas de participer à l'activité politique, nous les obligerons à se soumettre aux lois du gouvernement populaire, nous les forcerons à travailler de leurs mains pour qu'ils se transforment en hommes nouveaux. Par contre, à l'égard du peuple, ce n'est pas la contrainte, mais la méthode démocratique qui s'impose ; autrement dit, le peuple a le droit de participer à l'activité politique ; il faut employer à son égard les méthodes démocratiques, d'éducation et de persuasion, au lieu de l'obliger à faire ceci ou cela. Cette éducation, c'est l'auto-éducation au sein du peuple ; la critique et l'auto-critique en constituent la méthode fondamentale »...

(Extrait de l'allocution de clôture à la 2e session du Comité national de la première conférence consultative politique du peuple chinois). Œuvres choisies de Mao Tsé-toung Tome V.

Cinéma

La force de frappe

c'est pour bien vite l'oublier, et on voit par exemple les grévistes demander que les chantiers travaillent pour l'Europe de l'Est au lieu de construire des sous-marins pour la France.

Plus grave encore, ce film nous montre une classe ouvrière incapable de se mobiliser contre son ennemi principal : la bourgeoisie qui l'exploite. Plusieurs séquences sont ainsi centrées sur une déléguée qui ne cesse de dire que les conditions de travail sont inhumaines, que les salaires ne permettent pas une vie décente ou encore que le chômage réduit beaucoup d'ouvriers et d'ouvrières à la misère, mais qu'on ne peut rien faire et que toutes les luttes sur ces terrains sont vouées à l'échec. L'impression d'impuissance qui se dégage de ses propos est telle qu'on se demande ce qui a bien pu provoquer une pareille mobilisation des travailleurs contre la construction de sous-marins. Ce scénario ne tient pas debout, c'est une histoire qui ne correspond en rien à la réalité.

Face à cette description pessimiste des masses en mouvement, la mise en scène et le découpage mettent en valeur l'action des terroristes et tout est conçu pour leur donner la première place. Si on se laisse prendre, on ne peut qu'éprouver de la sympathie pour ceux que Peter Watkins nous présente comme une avant-garde consciente et décidée, alors que les masses apparaissent hésitantes.



Sous-marin soviétique en croisière.

Enfin, ce film met en avant la non-violence comme moyen de lutte. Alors que la police ne cesse de renforcer son dispositif et ses moyens d'intervention, on voit le comité de grève organiser une manifestation très pacifique et envoyer littéralement au massacre les travailleurs qui lui font confiance. Même les terroristes sont non-violents et s'engagent à ne faire aucun mal à leur otage. De telles attitudes font sans doute davantage ressortir le caractère odieux des violences policières, et c'est probablement ce que cherchait le réalisateur, mais cela renforce encore le sentiment d'impuissance.

LE MÉPRIS POUR LES TRAVAILLEURS

Ce film nous montre donc des travailleurs qui ne croient plus dans la possibilité de revendiquer l'augmentation de leurs salaires et de meilleures conditions de travail, ni de s'opposer aux licenciements, mais qui, par contre, sont capables de se mobiliser en masse contre les fabrications de guerre de la Communauté européenne sans remettre en cause celles du Pacte de Varsovie, au contraire en se déclarant même prêts à travailler pour elles. Cette lutte irréelle est entièrement à la remorque de la démagogie révisionniste et social-impérialiste sur le désarmement. En outre, l'accent est mis sur l'oppression exercée par l'appareil d'État, et non sur la lutte des travailleurs pour s'y opposer. En définitive, dans ce film, Peter Watkins exprime son mépris pour les travailleurs et leurs luttes, et son admiration pour les actions qui se voudraient exemplaires de petits-bourgeois totalement coupés des masses.

UN FILM DANGEREUX A VOIR POUR MIEUX LE COMBATTRE

Adroitement utilisé par un animateur habile, ce film peut très bien servir de support à une propagande pseudo « pacifiste » visant à détourner la combativité des travailleurs et à l'utiliser pour le plus grand profit du révisionnisme et du social-impérialisme. Soyons donc vigilants et si le ciné-club du coin ou la MJC ou quelqu'autre association inscrit « *Force de frappe* » à son programme, ne manquez pas d'y aller pour développer dans le débat un point de vue de classe prolétarien et empêcher que de faux communistes manipulent la discussion pour y distiller leur venin.

Henri BERTHAULT





Les lecteurs ont la parole

A propos du film «L'oeuf du Serpent»

Camarades,

Je pense comme vous que Bergmann ne pouvait aller plus loin ! Mais vous, vous savez bien que vous faites plus que conseiller comme un simple critique. Or, pour faire un gros jeu de mot, c'est très bien d'avoir l'intention de tuer le fascisme dans l'œuf, mais encore faut-il en être en mesure. Or, Bergmann... n'a pas changé ! Le saint individu dans sa machinerie infernale, c'est pas d'aujourd'hui qu'il en parle ! Présenter le schéma : chômage plus dépravation égale fascisme, c'est un peu sobre. Le chômage a des origines, la lutte des travailleurs aussi ! Bergmann ne pouvait faire ce travail dites-vous ? Peut-être !

Mais les critères pour engager le peuple (nous) à aller voir ce film camarades, quels sont-ils ? De mon côté, ils se résument en un seul : mobilise ou démobilise ! Dans ce cas, on a autre chose à faire et à voir « qu'un simple constat empreint de fatalisme » comme vous le dites justement. En fait, Bergmann est resté dans son œuf, nous ne sommes pas de la même couvée, nous voyons les choses avec une autre caméra.

Camarades, si ce n'est pas aux petits-bourgeois que nous nous adressons, si c'est au peuple des travailleurs, nous ne pouvons les envoyer à la démobilisation.

Un camarade.

A quelques détails près, ce n'est pas la critique du film qui est contestée par ce camarade, mais le fait que nous ayons cru utile de lui consacrer une page de notre journal, car il le juge démobilisateur.

Si nous nous en tenons à ce seul critère, il resterait à prouver que le caractère mobilisateur d'un film est lié mécaniquement à la nature de l'idéologie de son réalisateur. Ce n'est pas parce que « nous voyons les choses avec une autre caméra » celle de Bergman par exemple, que ses films ne peuvent rien nous apporter. En l'occurrence pour ceux qui n'ont pas connu cette époque de la montée du nazisme, « L'œuf du serpent » malgré ses graves lacunes constitue un document intéressant.

Certes, ce n'est pas suffisant pour prétendre que ce film va mobiliser les masses, mais la question essentielle posée par ce camarade, n'est pas là, ce qui est en cause ce sont les critères que nous devons utiliser pour choisir de parler de tel film plutôt que d'un autre. Il nous dit que pour lui il n'y en a qu'un seul : « mobilise ou démobilise ». Nous ne partageons pas ce point de vue.

Bien sûr, chaque fois que nous le pouvons, il nous faut signaler les films qui sont boycottés par la publicité, et de ce fait trop souvent ignorés du public, alors qu'ils abordent des problèmes qui pour nous sont essentiels, mais cela ne représente qu'un aspect des tâches d'un journal comme le nôtre dans ce domaine.

Nous devons en effet considérer que dans le choix des films qu'elles vont voir, les masses ne sont pas guidées par ce qu'en dit notre presse, mais bien par la publicité qui leur est faite.



Ce n'est pas une perte de temps d'aller voir ces films

Contrairement à ce que peuvent croire certains militants, nous pensons que ce n'est pas perdre son temps que d'aller voir ces films ou de regarder ces émissions de télé qui exercent sur les travailleurs une influence indéniable.

Bien évidemment nous ne pouvons parler de tous les films qui sortent, et il nous faut bien choisir. C'est bien pourquoi il nous semble important de signaler plus particulièrement à l'attention de nos lecteurs ceux qui risquent d'être les plus pernicieux, parce que présentant des aspects positifs susceptibles de masquer le contenu idéologique négatif dont ils sont porteurs. Les travailleurs les plus conscients qui regardent ces films pour être en mesure d'en discuter avec ceux qui les ont aussi regardés sont loin de perdre leur temps, ils participent au contraire au travail d'éducation indispensable pour aider les travailleurs à s'opposer efficacement à l'emprise idéologique de la bourgeoisie, en développant leur esprit critique.

Savoir discerner les aspects positifs

Le cinéma est un reflet de la société qui le produit, et le contenu des films se rapporte souvent aux problèmes qui préoccupent les gens. Créés par des artistes bourgeois, ces films véhiculent l'idéologie mais ils sont aussi porteurs des contradictions de notre société. Nous ne pouvons donc pas les juger d'un point de vue unilatéral, et de même que nous devons combattre leurs effets nocifs, il nous faut savoir discerner leurs aspects positifs pour nous en servir dans notre combat.

H.B.

société

«Va voir maman, papa travaille»

Des questions posées à tant de couples

Agnès a un petit garçon, depuis qu'il va à l'école, elle a recommencé à travailler. Et travailler, elle y tient pour elle-même, mais Serge son mari n'apprécie pas beaucoup. D'ailleurs il n'en tient aucun compte. Lui ce qui l'intéresse ce sont les aventures féminines qui occupent ses soirées et ses week-end. Alors pour s'occuper de l'enfant il n'est pas souvent là. Trompée et méprisée par son mari, Agnès rencontre un homme qui l'aime et la respecte.

D'ami, il devient son compagnon. Elle est décidée à divorcer pour vivre avec lui, mais il y a l'enfant. Celui-ci devient un moyen de chantage pour le père qui veut garder femme et fils à la maison. Alors Agnès renonce. Pour garder son enfant, elle gardera aussi le père et tout rentre dans l'ordre des couples officiels et faux.



Marlène Jobert dans le film « Va voir maman, papa travaille ».

Il s'agit d'une histoire banale et c'est pour cela qu'elle est intéressante parce que vécue par tant de femmes... et d'hommes. A ceci près qu'elle est infiniment plus compliquée parce que la vie est dure pour la plupart des hommes et des femmes. Plus dure que celle d'Agnès qui est décoratrice et qui a une bonne. Plus dure que celle de son mari, un dragueur qui travaille dans le music-hall et du troisième qui doit être entrepreneur.

Mais les questions posées demeurent : travailler, être mère et vouloir être heureuse, est-ce trop demander pour une femme ? Faut-il renoncer au nom de l'éducation des enfants, à dissoudre des couples qui n'existent plus que par la vertu d'un contrat ?

Combien de femmes et d'hommes sont confrontés aujourd'hui à ces questions ? Les chiffres sont là qui témoignent : en France, la durée moyenne d'un couple ne dépasse pas 10 ans, en région parisienne, un couple sur quatre divorce.

Un fait est certain, la solidité de la famille produite par la société capitaliste est sérieusement ébranlée.

Pas nécessairement au sein de la classe capitaliste. Ici, le mariage n'est qu'un contrat commercial parmi d'autres et la famille conjugale le moyen par lequel se transmet d'une génération à l'autre la propriété et la fortune. Cette famille bourgeoise continue de jouer son rôle et le mariage d'amour librement consenti y reste l'exception.

Pour l'immense majorité, pour les travailleurs, aucune considération de propriété ne vient entraver le libre choix des époux, leur union se fait à partir de sentiments partagés. Mais, par la suite, c'est souvent son caractère d'unité économique de base de la société qui constitue le ciment principal de la famille.

Ne parlons pas du cas de la femme qui ne travaille pas et qui est entièrement dépendante économiquement de l'« *homme qui ramène la paie* ». Mais même quand l'homme et la femme travaillent, dans la plupart des cas, les deux salaires sont nécessaires pour assurer le logement, l'entretien et l'éducation des enfants. D'autant que le salaire de la femme continue de n'être bien souvent qu'un salaire d'appoint et ce en dépit des discours officiels.

Que les sentiments viennent à disparaître, et voilà que c'est la nécessité qui vient au secours du mariage indissoluble.

Pourtant le rôle d'esclave domestique que la société bourgeoise réserve à la femme est de plus en plus remis en cause par les femmes elles mêmes. De plus en plus nombreuses elles participent aux tâches sociales de la production et c'est là qu'elles conquièrent les conditions d'une égalité des sexes qui soit autre chose qu'un droit formel.

En même temps, l'impossibilité où elles se trouvent d'assumer à la fois le rôle de travailleuse, de mère et de compagne, et les conditions d'existence des familles populaires dans les grandes métropoles industrielles constituent autant d'écueils sur lesquels bien des couples se brisent. On est loin de la famille paysanne avec les grands-parents, les frères et les sœurs, etc. Il ne reste qu'un couple et ses enfants et ce qu'il faut partager, ce sont des difficultés parfois insurmontables, bien plus souvent que des sentiments.

En fait quand la famille conjugale cessera d'être l'unité économique de base de la société c'est-à-dire quand le travail domestique deviendra une industrie et que l'entretien et l'éducation des enfants deviendront une affaire publique, alors le couple deviendra effectivement l'union librement consentie d'une femme et d'un homme qui lui sera égale non seulement en droit mais en fait.

Il y a bientôt 100ans Engels écrivait «La famille»

«Ce qui disparaîtra : la prépondérance de l'homme et l'indissolubilité du mariage »

« Il y a donc trois formes principales du mariage, qui correspondent en gros aux trois stades principaux du développement de l'humanité. A l'état sauvage, le mariage par groupe ; à la barbarie, le mariage apparié ; à la civilisation, la monogamie complétée par l'adultère et la prostitution. Entre le mariage apparié et la monogamie se glissent, au stade supérieur de la barbarie, l'assujettissement des femmes esclaves aux hommes et la ploygamie.

Comme l'a démontré tout notre exposé, le progrès qui se manifeste dans cette succession chronologique est lié à cette particularité que la liberté sexuelle du mariage par groupe est de plus en plus retirée aux femmes, mais non aux hommes. En réalité, le mariage par groupe subsiste effectivement pour les hommes jusqu'à nos jours. Ce qui est crime chez la femme et entraîne de graves conséquences légales et sociales, passe chez l'homme pour fort honorable, ou n'est considéré, au pis aller, que comme une légère tache morale que l'on porte avec plaisir.(...)

(...) Nous marchons maintenant à une révolution sociale dans laquelle les fondements économiques actuels de la monogamie disparaîtront tout aussi sûrement que ceux de son complément, la prostitution. La monogamie est née de la concentration des richesses importantes dans une même main – la main d'un homme –, et du désir de léguer ces richesses aux enfants de cet homme, et d'aucun autre.(...)

(...) La condition des hommes sera donc, en tout cas profondément transformée. Mais celle des femmes, de toutes les femmes subira, elle aussi, un important changement. Les moyens de production passant à la propriété commune, la famille conjugale cesse d'être l'unité économique de la société. L'économie domestique privée se transforme en industrie sociale. L'entretien et l'éducation des enfants deviennent une affaire publique ; la société prend également soin de tous les enfants, qu'ils soient légitimes ou naturels. Du même coup disparait l'inquiétude des « suites », cause sociale essentielle – tant morale qu'économique – qui empêche une jeune fille de se donner sans réserve à celui qu'elle aime.(...)

(...) Mais ce qui disparaitra très certainement de la monogamie, ce sont tous les caractères qui lui ont imprimé les conditions de propriété auxquelles elle soit sa naissance ; et ces caractères sont, d'une part, la prépondérance de l'homme, et, en second lieu, l'indissolubilité du mariage. La prépondérance de l'homme dans le mariage est une simple conséquence de sa prépondérance économique et disparaitra d'elle-même avec celle-ci. L'indissolubilité du mariage est en partie la conséquence de la situation économique dans laquelle s'institua la monogamie, et, en partie une tradition de l'époque où les connexions entre cette situation économique et la monogamie n'étaient pas encore nettement comprises et subissaient une déformation religieuse. Cette indissolubilité est d'ores et déjà entamée de mille parts. Si le mariage fondé sur l'amour est seul moral, seul l'est aussi le mariage où l'amour persiste. Mais la durée de l'accès d'amour sexuel individuel est fort variable selon les individus, surtout chez les hommes, et l'épuisement total de l'inclination ou son éviction par un nouvel amour passionnel font du divorce un bienfait pour les deux parties comme pour la société. On épargnera seulement aux gens de patauger dans l'inutile boue d'un procès en divorce.



Donc, ce que nous pouvons conjecturer aujourd'hui de la manière dont s'ordonneront les rapports sexuels après l'imminent coup de balai à la production capitaliste est surtout de caractère négatif et se borne principalement à ce qui disparaîtra. Mais quels éléments nouveaux viendront s'y agréger ? Cela se décidera quand aura grandi une génération nouvelle .. génération d'hommes, qui jamais de leur vie, n'auront été à même d'acheter par de l'argent ou par d'autres moyens de puissance sociale l'abandon d'une femme ; génération de femmes qui jamais n'auront été à même de se donner à un homme pour quelque autre motif que l'amour véritable, ou de se refuser à celui qu'elles aiment par crainte des suites économiques de cet abandon. Quand ces gens-là existeront, du diable s'ils se soucieront de ce qu'on pense aujourd'hui qu'ils devraient faire ; ils se forgeront à eux-mêmes leur propre pratique et créeront l'opinion publique adéquate selon laquelle ils jugeront le comportement de chacun–un point c'est tout.»

*LA FAMILLE APPARIÉE : Le mariage est facilement dissoluble de part et d'autre. L'infidélité reste le plus souvent le droit des hommes seuls, les enfants appartiennent à la mère seule. L'économie domestique communiste subsiste et la famille conjugale n'est pas encore devenue l'unité économique de base de la société.
*LA MONOGAMIE, caractérisée par la prépondérance de l'homme, l'indissolubilité du mariage et la victoire de la propriété individuelle sur la propriété commune primitive. La famille monogamique devient ainsi l'unité économique de la société. Engels la dénomme parfois « famille conjugale moderne » et plus rarement se contente de dire, avec un sens restreint, « famille conjugale ».

Mai 68

«Comment l'étincelle s'est allumée»

Extrait du «Printemps révolutionnaire de 1968» (J. Jurquet)

C'est le 3 mai 1968 que s'est produite la première explosion révolutionnaire en secteur étudiant. Elle n'était évidemment pas venue sans événements préalables, et de ce point de vue, il est incontestable qu'il convient d'accorder une certaine importance à la journée du 22 mars, telle qu'elle se déroula à la Faculté de Nanterre. Une agitation soutenue s'y était développée depuis déjà un certain temps sur la base de questions revendicatives d'ordre purement social au début, puis sur des questions relatives à la réforme de l'enseignement ensuite, enfin, sur des questions essentiellement politiques, comme par exemple la guerre d'agression menée par les impérialistes américains contre le peuple vietnamien. Des positions de révolte contre l'administration de l'Université, comme à l'égard de certains professeurs avaient créé une atmosphère de lutte. Le 22 mars, un groupe encore restreint d'étudiants (à peine plus de cent) avait occupé les bâtiments administratifs.

Un étudiants inscrit dans cette faculté aux cours de sociologie, Daniel Cohn-Bendit, sut imprimer dès ses débuts à ce groupe un activisme très spectaculaire. Les étudiants qui le suivirent se rassemblèrent dans un mouvement auquel ils donnèrent le nom de cette journée « de contestation » : Le Mouvement du 22 mars.

Refusant de se lier à quelque organisation ou parti que ce soit, le M-22, comme l'appelèrent ses militants, prit aussitôt un caractère particulier, proclamant à grand renfort de déclarations et interviews, sa volonté de lutter contre toute bureaucratie, contre toute forme administrative comparable à celle des partis politiques classiques, contre la formation de tout noyau dirigeant, contre tout assujettissement à quelque idéologie ou doctrine précise. Des étudiants, qui adhéraient jusque là à des organisations politiques diverses, se retrouvèrent pêle-mêle dans le Mouvement du 22 mars, aux côtés d'autres jeunes gens qui suivaient simplement ou participaient sans avoir jamais été politisés.

Les uns et les autres appartenaient à l'Union nationale des étudiants de France, l'UNEF, et nombre d'entre eux y occupaient des fonctions responsables.

Il ne sera donc pas surprenant qu'à partir du 3 mai presque tous les appels aux manifestants et autres initiatives des étudiants soient signés de l'UNEF et du Mouvement du 22 mars, auxquels se joindra pendant une longue période, le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-sup).

Le 3 mai, après que la faculté de Nanterre eut été fermée autoritairement sous prétexte d'éviter les incidents qui s'y multipliaient du fait de la bande fasciste groupée sous le nom de « Mouvement occident », tous les étudiants avaient décidé de tenir un meeting de protestation contre cette mesure, en se réunissant dans la cour de la Sorbonne. Plusieurs étudiants avaient été arrêtés entre temps, soupçonnés d'avoir participé à des attentats contre les locaux américains, si bien qu'une atmosphère tendue régnait dans leurs rangs. (...)

Le gouvernement, prétextant une fois de plus l'éventualité de bagarres avec les noyaux d'Occident, fit arrêter tous les participants au meeting de la Sorbonne. Ceux-ci acceptèrent de monter dans les fourgons de la police sans opposer aux agents venus les quérir, la moindre résistance. Mais, dès que la nouvelle fut connue à l'extérieur, dans l'ensemble du Quartier latin, de multiples manifestations commencèrent, se regroupant, se disloquant, se rassemblant de nouveau, mais présentant pour la première fois ce caractère nouveau dans la lutte : les manifestants, visiblement excédés, ripostèrent à la violence policière en libérant leur propre violence avec une force jamais employée jusque là.

C'est en ce sens, et surtout parce que la suite allait confirmer et amplifier ce caractère nouveau, que le 3 mai marque qualitativement le début de la tempête révolutionnaire qui allait souffler avec une violence extraordinaire pendant près de deux mois.

Après le 22 mars, le 3 mai les policiers expulsent de la Sorbonne les étudiants, ce qui mettra le feu aux poudres.

